



ORDER PAPER
AND
NOTICE PAPER

FEUILLETON
ET
FEUILLETON DES PRÉAVIS

N° 267

Tuesday, February 26, 2019

Le mardi 26 février 2019

Hour of meeting
2 p.m.

Heure de la séance
14 heures

For further information, contact the
Journals Office – (613) 992-2914 or (613) 992-0885

S'adresser au Bureau des Journaux pour toute demande
de renseignements – (613) 992-0885 ou (613) 992-2914

Order of Business

(The following is an outline of a typical sitting day in the Senate. Variations are possible subject to the Rules and to the decisions of the Senate.)

Senators' Statements (15 minutes)

ROUTINE PROCEEDINGS (30 minutes)

1. Tabling of Documents
2. Presenting or Tabling Reports from Committees
3. Government Notices of Motions
4. Government Notices of Inquiries
5. Introduction and First Reading of Government Bills
6. Introduction and First Reading of Senate Public Bills
7. First Reading of Commons Public Bills
8. Reading of Petitions for Private Bills
9. Introduction and First Reading of Private Bills
10. Tabling of Reports from Interparliamentary Delegations
11. Notices of Motions
12. Notices of Inquiries
13. Tabling of Petitions

Question Period (30 minutes)

Delayed Answers

ORDERS OF THE DAY

Government Business

- Bills — Messages from the House of Commons
- Bills — Third Reading
- Bills — Reports of Committees
- Bills — Second Reading
- Reports of Committees — Other
- Motions
- Inquiries
- Other

Other Business

- Bills — Messages from the House of Commons
- Senate Public Bills — Third Reading
- Commons Public Bills — Third Reading
- Private Bills — Third Reading
- Senate Public Bills — Reports of Committees
- Commons Public Bills — Reports of Committees
- Private Bills — Reports of Committees
- Senate Public Bills — Second Reading
- Commons Public Bills — Second Reading
- Private Bills — Second Reading
- Reports of Committees — Other
- Motions
- Inquiries
- Other

NOTICE PAPER

- Notices of Motions
- Notices of Inquiries

Ordre des travaux

(Voici un aperçu d'une séance typique du Sénat. Des variantes sont possibles, sous réserve de l'application du Règlement et des décisions du Sénat.)

Déclarations de sénateurs (15 minutes)

AFFAIRES COURANTES (30 minutes)

1. Dépôt de documents
2. Présentation ou dépôt de rapports de comités
3. Préavis de motions du gouvernement
4. Préavis d'interpellations du gouvernement
5. Dépôt et première lecture de projets de loi du gouvernement
6. Dépôt et première lecture de projets de loi d'intérêt public du Sénat
7. Première lecture de projets de loi d'intérêt public des Communes
8. Lecture de pétitions pour des projets de loi d'intérêt privé
9. Dépôt et première lecture de projets de loi d'intérêt privé
10. Dépôt de rapports de délégations interparlementaires
11. Préavis de motions
12. Préavis d'interpellations
13. Dépôt de pétitions

Période des questions (30 minutes)

Réponses différées

ORDRE DU JOUR

Affaires du gouvernement

- Projets de loi — Messages de la Chambre des communes
- Projets de loi — Troisième lecture
- Projets de loi — Rapports de comités
- Projets de loi — Deuxième lecture
- Rapports de comités — Autres
- Motions
- Interpellations
- Autres Affaires

Autres affaires

- Projets de loi — Messages de la Chambre des communes
- Projets de loi d'intérêt public du Sénat — Troisième lecture
- Projets de loi d'intérêt public des Communes — Troisième lecture
- Projets de loi d'intérêt privé — Troisième lecture
- Projets de loi d'intérêt public du Sénat — Rapports de comités
- Projets de loi d'intérêt public des Communes — Rapports de comités
- Projets de loi d'intérêt privé — Rapports de comités
- Projets de loi d'intérêt public du Sénat — Deuxième lecture
- Projets de loi d'intérêt public des Communes — Deuxième lecture
- Projets de loi d'intérêt privé — Deuxième lecture
- Rapports de comités — Autres
- Motions
- Interpellations
- Autres Affaires

FEUILLETON DES PRÉAVIS

- Préavis de motions
- Préavis d'interpellations

ORDERS OF THE DAY

GOVERNMENT BUSINESS

Bills – Messages from the House of Commons

No. 1.

February 20, 2019—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Harder, P.C., seconded by the Honourable Senator Mitchell:

That the Senate do not insist on its amendment 2 to Bill C-57, An Act to amend the Federal Sustainable Development Act, to which the House of Commons has disagreed; and

That a message be sent to the House of Commons to acquaint that house accordingly.

Bills – Third Reading

Nil

Bills – Reports of Committees

Nil

Bills – Second Reading

No. 1.

February 19, 2019—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Sinclair, seconded by the Honourable Senator Campbell, for the second reading of Bill C-75, An Act to amend the Criminal Code, the Youth Criminal Justice Act and other Acts and to make consequential amendments to other Acts.

No. 2.

February 19, 2019—Second reading of Bill C-78, An Act to amend the Divorce Act, the Family Orders and Agreements Enforcement Assistance Act and the Garnishment, Attachment and Pension Diversion Act and to make consequential amendments to another Act.

ORDRE DU JOUR

AFFAIRES DU GOUVERNEMENT

Projets de loi – Messages de la Chambre des communes

N° 1.

Le 20 février 2019—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Harder, C.P., appuyée par l'honorable sénateur Mitchell,

Que le Sénat n'insiste pas sur son amendement 2 au projet de loi C-57, Loi modifiant la Loi fédérale sur le développement durable, auquel les Communes n'ont pas acquiescé;

Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'en informer.

Projets de loi – Troisième lecture

Aucun

Projets de loi – Rapports de comités

Aucun

Projets de loi – Deuxième lecture

N° 1.

Le 19 février 2019—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Sinclair, appuyée par l'honorable sénateur Campbell, tendant à la deuxième lecture du projet de loi C-75, Loi modifiant le Code criminel, la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents et d'autres lois et apportant des modifications corrélatives à certaines lois.

N° 2.

Le 19 février 2019—Deuxième lecture du projet de loi C-78, Loi modifiant la Loi sur le divorce, la Loi d'aide à l'exécution des ordonnances et des ententes familiales et la Loi sur la saisie-arrêt et la distraction de pensions et apportant des modifications corrélatives à une autre loi.

No. 3.

February 19, 2019—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Munson, seconded by the Honourable Senator Dyck, for the second reading of Bill C-81, An Act to ensure a barrier-free Canada.

No. 4.

February 19, 2019—Second reading of Bill C-85, An Act to amend the Canada-Israel Free Trade Agreement Implementation Act and to make related amendments to other Acts.

N° 3.

Le 19 février 2019—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Munson, appuyée par l'honorable sénatrice Dyck, tendant à la deuxième lecture du projet de loi C-81, Loi visant à faire du Canada un pays exempt d'obstacles.

N° 4.

Le 19 février 2019—Deuxième lecture du projet de loi C-85, Loi modifiant la Loi de mise en œuvre de l'Accord de libre-échange Canada — Israël et apportant des modifications connexes à d'autres lois.

Reports of Committees – Other**No. 22.**

November 27, 2018—Consideration of the twenty-eighth report of the Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs (*Subject matter of Bill C-86, A second Act to implement certain provisions of the budget tabled in Parliament on February 27, 2018 and other measures*), tabled in the Senate on November 27, 2018.

No. 23.

November 27, 2018—Consideration of the twentieth report of the Standing Senate Committee on Foreign Affairs and International Trade (*Subject matter of Bill C-86, A second Act to implement certain provisions of the budget tabled in Parliament on February 27, 2018 and other measures*), tabled in the Senate on November 27, 2018.

No. 24.

November 29, 2018—Consideration of the thirtieth report of the Standing Senate Committee on Social Affairs, Science and Technology (*Subject matter of Bill C-86, A second Act to implement certain provisions of the budget tabled in Parliament on February 27, 2018 and other measures*), tabled in the Senate on November 29, 2018.

No. 25.

February 20, 2019—Resuming debate on the consideration of the eighteenth report of the Standing Senate Committee on Energy, the Environment and Natural Resources (*Subject matter of Bill C-86, A second Act to implement certain provisions of the budget tabled in Parliament on February 27, 2018 and other measures*), tabled in the Senate on November 29, 2018.

Rapports de comités – Autres**N° 22.**

Le 27 novembre 2018—Étude du vingt-huitième rapport du Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles (*Teneur du projet de loi C-86, Loi n° 2 portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 27 février 2018 et mettant en œuvre d'autres mesures*), déposé au Sénat le 27 novembre 2018.

N° 23.

Le 27 novembre 2018—Étude du vingtième rapport du Comité sénatorial permanent des affaires étrangères et du commerce international (*Teneur du projet de loi C-86, Loi n° 2 portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 27 février 2018 et mettant en œuvre d'autres mesures*), déposé au Sénat le 27 novembre 2018.

N° 24.

Le 29 novembre 2018—Étude du trentième rapport du Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie (*Teneur du projet de loi C-86, Loi n° 2 portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 27 février 2018 et mettant en œuvre d'autres mesures*), déposé au Sénat le 29 novembre 2018.

N° 25.

Le 20 février 2019—Reprise du débat sur l'étude du dix-huitième rapport du Comité sénatorial permanent de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles (*Teneur du projet de loi C-86, Loi n° 2 portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 27 février 2018 et mettant en œuvre d'autres mesures*), déposé au Sénat le 29 novembre 2018.

No. 26.

December 3, 2018—Consideration of the fourteenth report of the Standing Senate Committee on Aboriginal Peoples (*Subject matter of Bill C-86, A second Act to implement certain provisions of the budget tabled in Parliament on February 27, 2018 and other measures*), tabled in the Senate on December 3, 2018.

No. 27.

December 4, 2018—Consideration of the twenty-sixth report of the Standing Senate Committee on Banking, Trade and Commerce (*Subject matter of Bill C-86, A second Act to implement certain provisions of the budget tabled in Parliament on February 27, 2018 and other measures*), tabled in the Senate on December 4, 2018.

No. 28.

December 4, 2018—Consideration of the fourteenth report of the Standing Senate Committee on Transport and Communications (*Subject matter of Bill C-86, A second Act to implement certain provisions of the budget tabled in Parliament on February 27, 2018 and other measures*), tabled in the Senate on December 4, 2018.

No. 30.

December 6, 2018—Consideration of the thirty-sixth report (interim) of the Standing Senate Committee on National Finance, entitled *Second Interim Report on the 2018-19 Main Estimates*, tabled in the Senate on December 6, 2018.

N° 26.

Le 3 décembre 2018—Étude du quatorzième rapport du Comité sénatorial permanent des peuples autochtones (*Teneur du projet de loi C-86, Loi n° 2 portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 27 février 2018 et mettant en œuvre d'autres mesures*), déposé au Sénat le 3 décembre 2018.

N° 27.

Le 4 décembre 2018—Étude du vingt-sixième rapport du Comité sénatorial permanent des banques et du commerce (*Teneur du projet de loi C-86, Loi n° 2 portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 27 février 2018 et mettant en œuvre d'autres mesures*), déposé au Sénat le 4 décembre 2018.

N° 28.

Le 4 décembre 2018—Étude du quatorzième rapport du Comité sénatorial permanent des transports et des communications (*Teneur du projet de loi C-86, Loi n° 2 portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 27 février 2018 et mettant en œuvre d'autres mesures*), déposé au Sénat le 4 décembre 2018.

N° 30.

Le 6 décembre 2018—Étude du trente-sixième rapport (intérimaire) du Comité sénatorial permanent des finances nationales, intitulé *Deuxième rapport intérimaire sur le Budget principal des dépenses 2018-2019*, déposé au Sénat le 6 décembre 2018.

Motions**No. 1.**

December 8, 2015—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Jaffer, seconded by the Honourable Senator Cordy:

That the following Address be presented to His Excellency the Governor General of Canada:

To His Excellency the Right Honourable David Johnston, Chancellor and Principal Companion of the Order of Canada, Chancellor and Commander of the Order of Military Merit, Chancellor and Commander of the Order of Merit of the Police Forces, Governor General and Commander-in-Chief of Canada.

MAY IT PLEASE YOUR EXCELLENCY:

We, Her Majesty's most loyal and dutiful subjects, the Senate of Canada in Parliament assembled, beg leave to offer our humble thanks to Your Excellency for the gracious Speech which Your Excellency has addressed to both Houses of Parliament.

Motions**N° 1.**

Le 8 décembre 2015—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénatrice Jaffer, appuyée par l'honorable sénatrice Cordy,

Que l'Adresse, dont le texte suit, soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général du Canada :

À Son Excellence le très honorable David Johnston, Chancelier et Compagnon principal de l'Ordre du Canada, Chancelier et Commandeur de l'Ordre du mérite militaire, Chancelier et Commandeur de l'Ordre du mérite des corps policiers, Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE :

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Sa Majesté, le Sénat du Canada, assemblé en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

No. 246.**By the Honourable Senator Bellemare:**

February 20, 2019—That, for the remainder of the current session, without affecting any authority separately granted to a committee to meet while the Senate is sitting, committees scheduled to meet be authorized to do so for the purpose of considering Government Business, even if the Senate is then sitting, with the application of rule 12-18(1) being suspended in relation thereto.

No. 247.

February 21, 2019—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Bellemare, seconded by the Honourable Senator Harder, P.C.:

That, in order to allow the Senate to receive a Minister of the Crown during Question Period as authorized by the Senate on December 10, 2015, and notwithstanding rule 4-7, when the Senate sits on Tuesday, February 26, 2019, Question Period shall begin at 3:30 p.m., with any proceedings then before the Senate being interrupted until the end of Question Period, which shall last a maximum of 40 minutes;

That, if a standing vote would conflict with the holding of Question Period at 3:30 p.m. on that day, the vote be postponed until immediately after the conclusion of Question Period;

That, if the bells are ringing for a vote at 3:30 p.m. on that day, they be interrupted for Question Period at that time, and resume thereafter for the balance of any time remaining; and

That, if the Senate concludes its business before 3:30 p.m. on that day, the sitting be suspended until that time for the purpose of holding Question Period.

**STANDING VOTE DEFERRED TO 5:30 P.M.,
PURSUANT TO RULE 9-10(2) AND THE BELLS
TO SOUND AT 5:15 P.M. FOR FIFTEEN MINUTES
(Rule 9-6)**

And on the motion in amendment of the Honourable Senator Plett, seconded by the Honourable Senator Wells:

That the motion be not now adopted, but that it be amended in the second paragraph:

1. by replacing the words “Tuesday, February 26” by the words “Thursday, February 28”; and
2. by replacing the time “3:30 p.m.” everywhere it appears in the motion by “5 p.m.”.

N° 246.**Par l’honorable sénatrice Bellemare :**

Le 20 février 2019—Que, pour le reste de la présente session, sans que cela ait une incidence sur toute autorité séparément accordée à un comité à se réunir pendant que le Sénat siège, les comités devant siéger soient autorisés à le faire afin d’étudier des affaires du gouvernement, même si le Sénat siège à ce moment-là, l’application de l’article 12-18(1) du Règlement étant suspendue à cet égard.

N° 247.

Le 21 février 2019—Reprise du débat sur la motion de l’honorable sénatrice Bellemare, appuyée par l’honorable sénateur Harder, C.P.,

Que, pour permettre au Sénat de recevoir un ministre de la Couronne au cours de la période des questions tel qu’autorisé par le Sénat le 10 décembre 2015, et nonobstant ce que prévoit l’article 4-7 du Règlement, lorsque le Sénat siégera le mardi 26 février 2019, la période des questions commence à 15 h 30, toutes les délibérations alors en cours au Sénat étant interrompues jusqu’à la fin de la période des questions, qui sera d’une durée maximale de 40 minutes;

Que, si un vote par appel nominal coïncide avec la période des questions tenue à 15 h 30 ce jour-là, ce vote soit reporté et ait lieu immédiatement après la période des questions;

Que, si la sonnerie d’appel pour un vote retentit à 15 h 30 ce jour-là, elle cesse de se faire entendre pendant la période des questions et qu’elle retentisse de nouveau à la fin de la période des questions pour le temps restant;

Que, si le Sénat termine ses travaux avant 15 h 30 ce jour-là, la séance soit suspendue jusqu’à 15 h 30, heure de la période des questions.

**VOTE PAR APPEL NOMINAL REPORTÉ À
17 H 30, CONFORMÉMENT À
L’ARTICLE 9-10(2) DU RÈGLEMENT ET LA
SONNERIE POUR LA CONVOCATION DES
SÉNATEURS SE FERA ENTENDRE À 17 H 15
PENDANT QUINZE MINUTES (article 9-6 du
Règlement)**

Et sur la motion d’amendement de l’honorable sénateur Plett, appuyée par l’honorable sénateur Wells,

Que la motion ne soit pas maintenant adoptée, mais qu’elle soit modifiée au deuxième paragraphe :

1. par substitution des mots « mardi 26 » par les mots « jeudi 28 »;
2. par substitution de l’heure « 15 h 30 » partout où elle apparaît dans la motion par « 17 heures ».

Inquiries**No. 3.**

October 16, 2018—Resuming debate on the inquiry of the Honourable Senator Harder, P.C., calling the attention of the Senate to the budget entitled *Equality + Growth: A Strong Middle Class*, tabled in the House of Commons on February 27, 2018, by the Minister of Finance, the Honourable Bill Morneau, P.C., M.P., and in the Senate on February 28, 2018.

Other

Nil

Interpellations**N° 3.**

Le 16 octobre 2018—Reprise du débat sur l'interpellation de l'honorable sénateur Harder, C.P., attirant l'attention du Sénat sur le budget intitulé *Égalité + croissance : Une classe moyenne forte*, déposé à la Chambre des communes le 27 février 2018 par le ministre des Finances, l'honorable Bill Morneau, C.P., député, et au Sénat le 28 février 2018.

Autres affaires

Aucune

OTHER BUSINESS

Rule 4-15(2) states:

Except as otherwise ordered by the Senate, any item of Other Business on the Order Paper and any motion or inquiry on the Notice Paper that have not been proceeded with during 15 sitting days shall be dropped from the Order Paper and Notice Paper.

Consequently, the number appearing in parentheses indicates the number of sittings since the item was last proceeded with.

Bills – Messages from the House of Commons**No. 1.** (one)

October 18, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Seidman, seconded by the Honourable Senator Boisvenu:

That the Senate agree to the amendments made by the House of Commons to Bill S-228, An Act to amend the Food and Drugs Act (prohibiting food and beverage marketing directed at children); and

That a message be sent to the House of Commons to acquaint that house accordingly.—(*Honourable Senator Black (Alberta)*)

AUTRES AFFAIRES

L'article 4-15(2) du Règlement stipule :

Sauf décision contraire du Sénat, sont supprimées les affaires, autres que celles du gouvernement, figurant au Feuilleton et les motions ou interpellations au Feuilleton des préavis qui n'ont pas été discutées depuis 15 jours de séance.

En conséquence, le numéro qui apparaît entre parenthèses indique le nombre de séances depuis que cet article a été discuté.

Projets de loi – Messages de la Chambre des communes**N° 1.** (un)

Le 18 octobre 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénatrice Seidman, appuyée par l'honorable sénateur Boisvenu,

Que le Sénat agrée aux amendements de la Chambre des communes au projet de loi S-228, Loi modifiant la Loi sur les aliments et drogues (interdiction de faire de la publicité d'aliments et de boissons s'adressant aux enfants);

Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'en informer.—(*L'honorable sénateur Black (Alberta)*)

Senate Public Bills – Third Reading

No. 1. (eight)

March 28, 2017—Third reading of Bill S-213, An Act to amend the Constitution Act, 1867 and the Parliament of Canada Act (Speakership of the Senate).—(*Honourable Senator Mercer*)

No. 2. (fourteen)

May 8, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Ringuette, seconded by the Honourable Senator Moncion, for the third reading of Bill S-237, An Act to amend the Criminal Code (criminal interest rate), as amended.

And on the motion in amendment of the Honourable Senator Cools, seconded by the Honourable Senator Bovey:

That Bill S-237, as amended, be not now read a third time, but that it be further amended in clause 1, on page 1, by replacing line 15 (as replaced by decision of the Senate on April 19, 2018) with the following:

“plus thirty-five per cent on the credit advanced under an”.
—(*Honourable Senator Wetston*)

Commons Public Bills – Third Reading

No. 1.

February 21, 2019—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Mégie, seconded by the Honourable Senator Dasko, for the third reading of Bill C-243, An Act respecting the development of a national maternity assistance program strategy.
—(*Honourable Senator Martin*)

Private Bills – Third Reading

No. 1. (three)

December 11, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Mercer, seconded by the Honourable Senator Cordy, for the third reading of Bill S-1002, An Act respecting Girl Guides of Canada.

Projets de loi d'intérêt public du Sénat – Troisième lecture

N° 1. (huit)

Le 28 mars 2017—Troisième lecture du projet de loi S-213, Loi modifiant la Loi constitutionnelle de 1867 et la Loi sur le Parlement du Canada (présidence du Sénat).—(*L'honorable sénateur Mercer*)

N° 2. (quatorze)

Le 8 mai 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénatrice Ringuette, appuyée par l'honorable sénatrice Moncion, tendant à la troisième lecture du projet de loi S-237, Loi modifiant le Code criminel (taux d'intérêt criminel), tel que modifié.

Et sur la motion d'amendement de l'honorable sénatrice Cools, appuyée par l'honorable sénatrice Bovey,

Que le projet de loi S-237, tel que modifié, ne soit pas maintenant lu une troisième fois, mais qu'il soit modifié à l'article 1, à la page 1, par substitution, à la ligne 14 (telle que remplacée par décision du Sénat le 19 avril 2018), de ce qui suit :

« Canada majoré de trente-cinq pour cent si le capital prêté ou ».—(*L'honorable sénateur Wetston*)

Projets de loi d'intérêt public des Communes – Troisième lecture

N° 1.

Le 21 février 2019—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénatrice Mégie, appuyée par l'honorable sénatrice Dasko, tendant à la troisième lecture du projet de loi C-243, Loi visant l'élaboration d'une stratégie relative au programme national d'aide à la maternité.
—(*L'honorable sénatrice Martin*)

Projets de loi d'intérêt privé – Troisième lecture

N° 1. (trois)

Le 11 décembre 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Mercer, appuyée par l'honorable sénatrice Cordy, tendant à la troisième lecture du projet de loi S-1002, Loi concernant Guides du Canada.

And on the motion in amendment of the Honourable Senator Dalphond, seconded by the Honourable Senator Dupuis:

That Bill S-1002 be not now read a third time, but that it be amended on page 8 by adding the following after line 17:

“**16.1 (1)** Directors of the Corporation are jointly and severally, or solidarily, liable to employees of the Corporation for all debts not exceeding six months’ wages payable to each employee for services performed for the Corporation while they are directors.

(2) A director is not liable under subsection (1) unless

(a) the Corporation has been sued for the debt within six months after it has become due and execution has been returned unsatisfied in whole or in part;

(b) the Corporation has commenced liquidation and dissolution proceedings or has been dissolved and a claim for the debt has been proved within six months after the earlier of the date of commencement of the liquidation and dissolution proceedings and the date of dissolution; or

(c) the Corporation has made an assignment or a receiving order has been made against it under the Bankruptcy and Insolvency Act and a claim for the debt has been proved within six months after the date of the assignment or receiving order.

(3) A director, unless sued for a debt referred to in subsection (1) while a director or within two years after ceasing to be a director, is not liable under this section.

(4) If execution referred to in paragraph (2)(a) has issued, the amount recoverable from a director is the amount remaining unsatisfied after execution.

(5) A director who pays a debt referred to in subsection (1) that is proved in liquidation and dissolution or bankruptcy proceedings is subrogated to any priority that the employee would have been entitled to and, if a judgment has been obtained, the director is

(a) in Quebec, subrogated to the employee’s rights as declared in the judgment; and

(b) elsewhere in Canada, entitled to an assignment of the judgment.

(6) A director who has satisfied a claim under this section is entitled to recover from the other directors who were liable for the claim their respective shares.”—(*Honourable Senator Omidvar*)

Et sur la motion d’amendement de l’honorable sénateur Dalphond, appuyée par l’honorable sénatrice Dupuis,

Que le projet de loi S-1002, ne soit pas maintenant lu une troisième fois, mais qu’il soit modifié, à la page 8, par adjonction, après la ligne 16, de ce qui suit :

« **16.1 (1)** Les administrateurs sont solidairement responsables, envers les employés de l’association, des dettes liées aux services que ceux-ci exécutent pour le compte de cette dernière pendant qu’ils exercent leur mandat, et ce jusqu’à concurrence de six mois de salaire.

(2) La responsabilité des administrateurs n’est engagée aux termes du paragraphe (1) que dans l’un ou l’autre des cas suivants :

a) l’exécution n’a pu satisfaire au montant accordé par jugement, à la suite d’une action en recouvrement de la créance intentée contre l’association dans les six mois suivant l’échéance;

b) l’existence de la créance est établie dans les six mois suivant la date du début des procédures de liquidation et de dissolution de l’association ou, si elle lui est antérieure, la date de sa dissolution;

c) l’existence de la créance est établie dans les six mois suivant une cession de biens ou une ordonnance de mise sous séquestre frappant l’association en vertu de la Loi sur la faillite et l’insolvabilité.

(3) La responsabilité des administrateurs n’est engagée aux termes du présent article que si l’action est intentée durant leur mandat ou dans les deux ans suivant la fin de celui-ci.

(4) Les administrateurs ne sont tenus que des sommes restant à recouvrer après l’exécution visée à l’alinéa (2)a).

(5) L’administrateur qui acquitte les dettes visées au paragraphe (1) dont l’existence est établie au cours d’une procédure soit de liquidation et de dissolution, soit de faillite, est subrogé dans les droits de priorité qu’aurait pu faire valoir l’employé et, si un jugement a été rendu :

a) au Québec, est subrogé dans les droits constatés par celui-ci;

b) ailleurs au Canada, a le droit d’en exiger la cession.

(6) L’administrateur qui acquitte une créance en vertu du présent article peut répéter les parts des administrateurs qui étaient également responsables. ».—(*L’honorable sénatrice Omidvar*)

Senate Public Bills – Reports of Committees

Nil

**Projets de loi d'intérêt public du Sénat –
Rapports de comités**

Aucun

Commons Public Bills – Reports of Committees

Nil

**Projets de loi d'intérêt public des Communes –
Rapports de comités**

Aucun

Private Bills – Reports of Committees

Nil

**Projets de loi d'intérêt privé –
Rapports de comités**

Aucun

Senate Public Bills – Second Reading**No. 1.** (eleven)

March 24, 2016—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Patterson, seconded by the Honourable Senator Enverga, for the second reading of Bill S-221, An Act to amend the Constitution Act, 1867 (Property qualifications of Senators).—(*Honourable Senator Plett*)

No. 2. (nine)

May 29, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Wetston, seconded by the Honourable Senator Marwah, for the second reading of Bill S-250, An Act to amend the Criminal Code (interception of private communications).—(*Honourable Senator Martin*)

No. 3. (seven)

September 25, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Eggleton, P.C., seconded by the Honourable Senator Richards, for the second reading of Bill S-253, An Act to amend the Bankruptcy and Insolvency Act and other Acts and Regulations (pension plans).—(*Honourable Senator Housakos*)

**Projets de loi d'intérêt public du Sénat –
Deuxième lecture****N° 1.** (onze)

Le 24 mars 2016—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Patterson, appuyée par l'honorable sénateur Enverga, tendant à la deuxième lecture du projet de loi S-221, Loi modifiant la Loi constitutionnelle de 1867 (qualifications des sénateurs en matière de propriété).—(*L'honorable sénateur Plett*)

N° 2. (neuf)

Le 29 mai 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Wetston, appuyée par l'honorable sénateur Marwah, tendant à la deuxième lecture du projet de loi S-250, Loi modifiant le Code criminel (interception de communications privées).—(*L'honorable sénatrice Martin*)

N° 3. (sept)

Le 25 septembre 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Eggleton, C.P., appuyée par l'honorable sénateur Richards, tendant à la deuxième lecture du projet de loi S-253, Loi modifiant la Loi sur la faillite et l'insolvabilité, d'autres lois et un règlement (régimes de pension).—(*L'honorable sénateur Housakos*)

No. 4.

October 23, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Bellemare, seconded by the Honourable Senator Petitclerc, for the second reading of Bill S-254, An Act to establish Promotion of Essential Skills Learning Week.—(*Honourable Senator Gagné*)

No. 5. (five)

October 23, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Bernard, seconded by the Honourable Senator Forest, for the second reading of Bill S-255, An Act proclaiming Emancipation Day.—(*Honourable Senator Housakos*)

No. 6. (six)

November 27, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Bellemare, seconded by the Honourable Senator Harder, P.C., for the second reading of Bill S-256, An Act respecting the development of a national framework for essential workforce skills.—(*Honourable Senator Gagné*)

No. 7. (three)

December 11, 2018—Second reading of Bill S-257, An Act to amend the Investment Canada Act (mandatory national security review of investments by foreign state-owned enterprises).—(*Honourable Senator Ngo*)

No. 8.

February 20, 2019—Second reading of Bill S-258, An Act to amend the Criminal Records Act and to make consequential amendments to other Acts.—(*Honourable Senator Pate*)

Commons Public Bills – Second Reading
No. 1.

October 23, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Sinclair, seconded by the Honourable Senator Pratte, for the second reading of Bill C-262, An Act to ensure that the laws of Canada are in harmony with the United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples.

N° 4.

Le 23 octobre 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénatrice Bellemare, appuyée par l'honorable sénatrice Petitclerc, tendant à la deuxième lecture du projet de loi S-254, Loi instituant la Semaine de promotion de l'apprentissage des compétences essentielles.—(*L'honorable sénatrice Gagné*)

N° 5. (cinq)

Le 23 octobre 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénatrice Bernard, appuyée par l'honorable sénateur Forest, tendant à la deuxième lecture du projet de loi S-255, Loi proclamant le Jour de l'émancipation.—(*L'honorable sénateur Housakos*)

N° 6. (six)

Le 27 novembre 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénatrice Bellemare, appuyée par l'honorable sénateur Harder, C.P., tendant à la deuxième lecture du projet de loi S-256, Loi concernant l'élaboration d'un cadre de référence national sur les compétences essentielles de la main-d'œuvre.—(*L'honorable sénatrice Gagné*)

N° 7. (trois)

Le 11 décembre 2018—Deuxième lecture du projet de loi S-257, Loi modifiant la Loi sur Investissement Canada (examen obligatoire relatif à la sécurité nationale des investissements par des entreprises d'État étrangères).—(*L'honorable sénateur Ngo*)

N° 8.

Le 20 février 2019—Deuxième lecture du projet de loi S-258, Loi modifiant la Loi sur le casier judiciaire et d'autres lois en conséquence.—(*L'honorable sénatrice Pate*)

Projets de loi d'intérêt public des Communes – Deuxième lecture
N° 1.

Le 23 octobre 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Sinclair, appuyée par l'honorable sénateur Pratte, tendant à la deuxième lecture du projet de loi C-262, Loi visant à assurer l'harmonie des lois fédérales avec la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.

No. 2. (six)

November 20, 2018—Second reading of Bill C-281, An Act to establish a National Local Food Day.—(*Honourable Senator Harder, P.C.*)

No. 3. (one)

December 13, 2018—Second reading of Bill C-316, An Act to amend the Canada Revenue Agency Act (organ donors).—(*Honourable Senator Harder, P.C.*)

No. 4.

February 19, 2019—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Galvez, seconded by the Honourable Senator Klyne, for the second reading of Bill C-326, An Act to amend the Department of Health Act (drinking water guidelines).—(*Honourable Senator Galvez*)

No. 5. (one)

November 1, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Omidvar, seconded by the Honourable Senator Gold, for the second reading of Bill C-344, An Act to amend the Department of Public Works and Government Services Act (community benefit).—(*Honourable Senator Wells*)

No. 6. (fourteen)

October 18, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Griffin, seconded by the Honourable Senator Mégie, for the second reading of Bill C-354, An Act to amend the Department of Public Works and Government Services Act (use of wood).—(*Honourable Senator Martin*)

No. 7. (eleven)

September 20, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Sinclair, seconded by the Honourable Senator Pratte, for the second reading of Bill C-374, An Act to amend the Historic Sites and Monuments Act (composition of the Board).—(*Honourable Senator Housakos*)

No. 8. (seven)

November 8, 2018—Second reading of Bill C-375, An Act to amend the Criminal Code (presentence report).—(*Honourable Senator Harder, P.C.*)

N° 2. (six)

Le 20 novembre 2018—Deuxième lecture du projet de loi C-281, Loi instituant la Journée nationale de l'alimentation locale.—(*L'honorable sénateur Harder, C.P.*)

N° 3. (un)

Le 13 décembre 2018—Deuxième lecture du projet de loi C-316, Loi modifiant la Loi sur l'Agence du revenu du Canada (donneurs d'organes).—(*L'honorable sénateur Harder, C.P.*)

N° 4.

Le 19 février 2019—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénatrice Galvez, appuyée par l'honorable sénateur Klyne, tendant à la deuxième lecture du projet de loi C-326, Loi modifiant la Loi sur le ministère de la Santé (lignes directrices relatives à l'eau potable).—(*L'honorable sénatrice Galvez*)

N° 5. (un)

Le 1^{er} novembre 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénatrice Omidvar, appuyée par l'honorable sénateur Gold, tendant à la deuxième lecture du projet de loi C-344, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux (retombées locales).—(*L'honorable sénateur Wells*)

N° 6. (quatorze)

Le 18 octobre 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénatrice Griffin, appuyée par l'honorable sénatrice Mégie, tendant à la deuxième lecture du projet de loi C-354, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux (utilisation du bois).—(*L'honorable sénatrice Martin*)

N° 7. (onze)

Le 20 septembre 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Sinclair, appuyée par l'honorable sénateur Pratte, tendant à la deuxième lecture du projet de loi C-374, Loi modifiant la Loi sur les lieux et monuments historiques (composition de la Commission).—(*L'honorable sénateur Housakos*)

N° 8. (sept)

Le 8 novembre 2018—Deuxième lecture du projet de loi C-375, Loi modifiant le Code criminel (rapport présentiel).—(*L'honorable sénateur Harder, C.P.*)

No. 9.

February 20, 2019—Second reading of Bill C-391, An Act respecting a national strategy for the repatriation of Indigenous human remains and cultural property.—(*Honourable Senator Harder, P.C.*)

No. 10. (five)

November 22, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Harder, P.C., seconded by the Honourable Senator Verner, P.C., for the second reading of Bill C-402, An Act to change the name of certain electoral districts.—(*Honourable Senator Brazeau*)

N° 9.

Le 20 février 2019—Deuxième lecture du projet de loi C-391, Loi concernant une stratégie nationale sur le rapatriement de restes humains et de biens culturels autochtones.—(*L'honorable sénateur Harder, C.P.*)

N° 10. (cinq)

Le 22 novembre 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Harder, C.P., appuyée par l'honorable sénatrice Verner, C.P., tendant à la deuxième lecture du projet de loi C-402, Loi visant à changer le nom de certaines circonscriptions électorales.—(*L'honorable sénateur Brazeau*)

Private Bills – Second Reading

Nil

Projets de loi d'intérêt privé – Deuxième lecture

Aucun

Reports of Committees – Other**No. 1.** (two)

November 15, 2016—Resuming debate on the consideration of the first report (interim) of the Special Senate Committee on Senate Modernization, entitled *Senate Modernization: Moving Forward*, deposited with the Clerk of the Senate on October 4, 2016.—(*Honourable Senator Martin*)

No. 5. (eleven)

November 2, 2016—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Tannas, seconded by the Honourable Senator Wells, for the adoption of the sixth report (interim) of the Special Senate Committee on Senate Modernization, entitled *Senate Modernization: Moving Forward (Speakership)*, presented in the Senate on October 5, 2016.—(*Honourable Senator Bellemare*)

No. 6. (three)

November 22, 2016—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Massicotte, seconded by the Honourable Senator Moore for the adoption of the seventh report (interim), as amended, of the Special Senate Committee on Senate Modernization, entitled *Senate Modernization: Moving Forward (Regional interest)*, presented in the Senate on October 18, 2016.—(*Honourable Senator Housakos*)

Rapports de comités – Autres**N° 1.** (deux)

Le 15 novembre 2016—Reprise du débat sur l'étude du premier rapport (interim) du Comité sénatorial spécial sur la modernisation du Sénat, intitulé *La modernisation du Sénat : Aller de l'avant*, déposé auprès du greffier du Sénat le 4 octobre 2016.—(*L'honorable sénatrice Martin*)

N° 5. (onze)

Le 2 novembre 2016—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Tannas, appuyée par l'honorable sénateur Wells, tendant à l'adoption du sixième rapport (interim) du Comité sénatorial spécial sur la modernisation du Sénat, intitulé *La modernisation du Sénat : Aller de l'avant (Présidence)*, présenté au Sénat le 5 octobre 2016.—(*L'honorable sénatrice Bellemare*)

N° 6. (trois)

Le 22 novembre 2016—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Massicotte, appuyée par l'honorable sénateur Moore tendant à l'adoption du septième rapport (interim), tel que modifié, du Comité sénatorial spécial sur la modernisation du Sénat, intitulé *La modernisation du Sénat : Aller de l'avant (Intérêt régional)*, présenté au Sénat le 18 octobre 2016.—(*L'honorable sénateur Housakos*)

No. 7. (eight)

February 28, 2017—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Frum, seconded by the Honourable Senator Beyak for the adoption of the ninth report (interim) of the Special Senate Committee on Senate Modernization, entitled *Senate Modernization: Moving Forward (Question Period)*, presented in the Senate on October 25, 2016.—(*Honourable Senator Martin*)

No. 50. (seven)

November 1, 2017—Resuming debate on the consideration of the tenth report (interim) of the Standing Senate Committee on Energy, the Environment and Natural Resources, entitled *Decarbonizing Transportation in Canada*, tabled in the Senate on June 22, 2017.—(*Honourable Senator Neufeld*)

No. 100.

October 25, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Black (*Alberta*), seconded by the Honourable Senator Bovey:

That the twenty-fourth report of the Standing Senate Committee on Banking, Trade and Commerce, tabled on Tuesday, October 16, 2018, be adopted and that, pursuant to rule 12-24(1), the Senate request a complete and detailed response from the government, with the Minister of Finance being identified as minister responsible for responding to the report.—(*Honourable Senator Ringuette*)

No. 101.

February 19, 2019—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Black (*Alberta*), seconded by the Honourable Senator Pratte, for the adoption of the twenty-fifth report of the Standing Senate Committee on Banking, Trade and Commerce, entitled *Cyber assault: It should keep you up at night*, deposited with the Clerk of the Senate on October 29, 2018.—(*Honourable Senator Martin*)

No. 102. (two)

December 5, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Housakos, seconded by the Honourable Senator Martin for the adoption of the tenth report of the Standing Committee on Rules, Procedures and the Rights of Parliament, entitled *Develop and propose amendments to the Rules of the Senate to establish the Standing Committee on Audit and Oversight*, presented in the Senate on November 29, 2018.—(*Honourable Senator Gold*)

N° 7. (huit)

Le 28 février 2017—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénatrice Frum, appuyée par l'honorable sénatrice Beyak tendant à l'adoption du neuvième rapport (interim) du Comité sénatorial spécial sur la modernisation du Sénat, intitulé *La modernisation du Sénat : Aller de l'avant (période des questions)*, présenté au Sénat le 25 octobre 2016.—(*L'honorable sénatrice Martin*)

N° 50. (sept)

Le 1^{er} novembre 2017—Reprise du débat sur l'étude du dixième rapport (interim) du Comité sénatorial permanent de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles, intitulé *La décarbonisation des transports au Canada*, déposé au Sénat le 22 juin 2017.—(*L'honorable sénateur Neufeld*)

N° 100.

Le 25 octobre 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Black (*Alberta*), appuyée par l'honorable sénatrice Bovey,

Que le vingt-quatrième rapport du Comité permanent des banques et du commerce, qui a été déposé le mardi 16 octobre 2018, soit adopté et que, conformément à l'article 12-24(1) du Règlement, le Sénat demande une réponse complète et détaillée du gouvernement, le ministre des Finances étant désigné ministre chargé de répondre à ce rapport.—(*L'honorable sénatrice Ringuette*)

N° 101.

Le 19 février 2019—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Black (*Alberta*), appuyée par l'honorable sénateur Pratte, tendant à l'adoption du vingt-cinquième rapport du Comité sénatorial permanent des banques et du commerce, intitulé *Les cyberattaques : Elles devraient vous empêcher de fermer l'œil*, déposé auprès du greffier du Sénat le 29 octobre 2018.—(*L'honorable sénatrice Martin*)

N° 102. (deux)

Le 5 décembre 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Housakos, appuyée par l'honorable sénatrice Martin tendant à l'adoption du dixième rapport du Comité permanent du Règlement, de la procédure et des droits du Parlement, intitulé *Rédiger et proposer des modifications au Règlement du Sénat pour établir le Comité permanent de l'audit et de la surveillance*, présenté au Sénat le 29 novembre 2018.—(*L'honorable sénateur Gold*)

No. 104.

February 19, 2019—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Black (*Alberta*), seconded by the Honourable Senator Bovey, for the adoption of the twenty-ninth report (interim) of the Standing Senate Committee on Banking, Trade and Commerce, entitled *The collection of financial information by Statistics Canada*, tabled in the Senate on December 11, 2018.—(*Honourable Senator Martin*)

No. 105. (one)

December 11, 2018—Consideration of the thirteenth report (interim) of the Special Senate Committee on Senate Modernization, entitled *Reflecting the New Reality of the Senate*, presented in the Senate on December 11, 2018.—(*Honourable Senator Greene*)

No. 106.

February 19, 2019—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Griffin, seconded by the Honourable Senator McCoy:

That the fourteenth report of the Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry, entitled *Feast or Famine: Impacts of climate change and carbon pricing on agriculture, agri-food and forestry*, deposited with the Clerk of the Senate on December 11, 2018, be adopted and that, pursuant to rule 12-24(1), the Senate request a complete and detailed response from the government, with the Minister of Agriculture and Agri-Food being identified as minister responsible for responding to the report, in consultation with the Ministers of Environment and Climate Change; Innovation, Science and Economic Development and Natural Resources.—(*Honourable Senator Griffin*)

No. 107.

February 20, 2019—Consideration of the sixteenth report (interim) of the Standing Senate Committee on Human Rights, entitled *Study on the Human Rights of Federally-Sentenced Persons: The Most Basic Human Right is to be Treated as a Human Being*, tabled in the Senate on February 20, 2019.—(*Honourable Senator Bernard*)

No. 108.

February 21, 2019—Consideration of the seventeenth report (interim) of the Standing Senate Committee on Human Rights, entitled *An Ocean of Misery: The Rohingya Refugee Crisis*, tabled in the Senate on February 21, 2019.—(*Honourable Senator Cordy*)

N° 104.

Le 19 février 2019—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Black (*Alberta*), appuyée par l'honorable sénatrice Bovey, tendant à l'adoption du vingt-neuvième rapport (intérimaire) du Comité sénatorial permanent des banques et du commerce, intitulé *La collecte des informations financières par Statistique Canada*, déposé au Sénat le 11 décembre 2018.—(*L'honorable sénatrice Martin*)

N° 105. (un)

Le 11 décembre 2018—Étude du treizième rapport (intérimaire) du Comité sénatorial spécial sur la modernisation du Sénat, intitulé *Refléter la nouvelle réalité du Sénat*, présenté au Sénat le 11 décembre 2018.—(*L'honorable sénateur Greene*)

N° 106.

Le 19 février 2019—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénatrice Griffin, appuyée par l'honorable sénatrice McCoy,

Que le quatorzième rapport du Comité permanent de l'agriculture et des forêts, intitulé *Abondance ou famine: L'incidence des changements climatiques et la tarification du carbone sur l'agriculture, l'agroalimentaire et la foresterie*, qui a été déposé auprès du greffier du Sénat le 11 décembre 2018, soit adopté et que, conformément à l'article 12-24(1) du Règlement, le Sénat demande une réponse complète et détaillée du gouvernement, le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire étant désigné ministre chargé de répondre à ce rapport, en consultation avec les ministres de l'Environnement et du Changement climatique; de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique et des Ressources naturelles.—(*L'honorable sénatrice Griffin*)

N° 107.

Le 20 février 2019—Étude du seizième rapport (intérimaire) du Comité sénatorial permanent des droits de la personne, intitulé *Étude concernant les droits de la personne des prisonniers dans le système correctionnel fédéral : le premier des droits fondamentaux est celui d'être traité comme un être humain*, déposé au Sénat le 20 février 2019.—(*L'honorable sénatrice Bernard*)

N° 108.

Le 21 février 2019—Étude du dix-septième rapport (intérimaire) du Comité sénatorial permanent des droits de la personne, intitulé *Un océan de misère: la crise des réfugiés Rohingyas*, déposé au Sénat le 21 février 2019.—(*L'honorable sénatrice Cordy*)

Motions

No. 73. (ten)

March 24, 2016—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Patterson, seconded by the Honourable Senator Runciman:

Whereas the Senate provides representation for groups that are often underrepresented in Parliament, such as Aboriginal peoples, visible minorities and women;

Whereas paragraph (3) of section 23 of the *Constitution Act, 1867* requires that, in order to be qualified for appointment to and to maintain a place in the Senate, a person must own land with a net worth of at least four thousand dollars in the province for which he or she is appointed;

Whereas a person's personal circumstances or the availability of real property in a particular location may prevent him or her from owning the required property;

Whereas appointment to the Senate should not be restricted to those who own real property of a minimum net worth;

Whereas the existing real property qualification is inconsistent with the democratic values of modern Canadian society and is no longer an appropriate or relevant measure of the fitness of a person to serve in the Senate;

Whereas, in the case of Quebec, each of the twenty-four Senators representing the province must be appointed for and must have either their real property qualification in or be resident of a specified Electoral Division;

Whereas an amendment to the Constitution of Canada in relation to any provision that applies to one or more, but not all, provinces may be made by proclamation issued by the Governor General under the Great Seal of Canada only where so authorized by resolutions of the Senate and House of Commons and of the legislative assembly of each province to which the amendment applies;

Whereas the Supreme Court of Canada has determined that a full repeal of paragraph (3) of section 23 of the *Constitution Act, 1867*, respecting the real property qualification of Senators, would require a resolution of the Quebec National Assembly pursuant to section 43 of the *Constitution Act, 1982*;

Now, therefore, the Senate resolves that an amendment to the Constitution of Canada be authorized to be made by proclamation issued by His Excellency the Governor General under the Great Seal of Canada in accordance with the Schedule hereto.

SCHEDULE

AMENDMENT TO THE CONSTITUTION OF CANADA

Motions

N° 73. (dix)

Le 24 mars 2016—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Patterson, appuyée par l'honorable sénateur Runciman,

Attendu :

que le Sénat défend les intérêts de groupes souvent sous-représentés au Parlement, tels les Autochtones, les minorités visibles et les femmes;

que le point 3 de l'article 23 de la *Loi constitutionnelle de 1867* prévoit qu'une personne doit, pour être nommée au Sénat et y conserver son siège, posséder des terres d'une valeur nette minimale de quatre mille dollars situées dans la province pour laquelle elle est nommée;

qu'il se peut que des circonstances personnelles ou le marché immobilier d'une région donnée empêchent une personne de posséder la propriété requise;

que chacun devrait être admissible à une nomination au Sénat, indépendamment de la valeur nette de ses biens immobiliers;

que la qualification en matière de propriété immobilière n'est pas conforme aux valeurs démocratiques de la société canadienne moderne et qu'elle ne constitue plus une garantie adéquate ou valable de l'aptitude d'une personne à siéger au Sénat;

que chacun des vingt-quatre sénateurs du Québec est nommé pour un collège électoral donné et doit remplir la qualification en matière de propriété immobilière dans ce collège électoral ou y résider;

que les dispositions de la Constitution du Canada applicables à certaines provinces seulement ne peuvent être modifiées que par proclamation du gouverneur général sous le grand sceau du Canada, autorisée par des résolutions du Sénat, de la Chambre des communes et de l'assemblée législative de chaque province concernée;

que la Cour suprême du Canada a déclaré que l'abrogation complète du point 3 de l'article 23 de la *Loi constitutionnelle de 1867* concernant la qualification des sénateurs en matière de propriété immobilière requiert une résolution de l'Assemblée nationale du Québec conformément à l'article 43 de la *Loi constitutionnelle de 1982*,

Le Sénat a résolu d'autoriser la modification de la Constitution du Canada par proclamation de Son Excellence le gouverneur général sous le grand sceau du Canada, en conformité avec l'annexe ci-jointe.

ANNEXE

MODIFICATION À LA CONSTITUTION DU CANADA

1. (1) Paragraph (3) of section 23 of the *Constitution Act, 1867* is repealed.

(2) Section 23 of the Act is amended by replacing the semi-colon at the end of paragraph (5) with a period and by repealing paragraph (6).

2. The Declaration of Qualification set out in The Fifth Schedule to the Act is replaced by the following:

I, *A.B.*, do declare and testify that I am by law duly qualified to be appointed a member of the Senate of Canada.

3. This Amendment may be cited as the *Constitution Amendment, [year of proclamation] (Real property qualification of Senators)*.—(*Honourable Senator Gold*)

1. (1) Le point 3 de l'article 23 de la *Loi constitutionnelle de 1867* est abrogé.

(2) L'article 23 de la même loi est modifié par remplacement du point-virgule à la fin du point 5 par un point et par abrogation du point 6.

2. La Déclaration des qualifications exigées figurant à la quinquième annexe de la même loi est remplacée par ce qui suit :

Je, *A.B.*, déclare et atteste que j'ai les qualifications exigées par la loi pour être nommé membre du Sénat du Canada.

3. Titre de la présente modification : « *Modification constitutionnelle de (année de proclamation) (qualification des sénateurs en matière de propriété immobilière)* ».— (*L'honorable sénateur Gold*)

No. 89. (twelve)

May 12, 2016—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Bellemare, seconded by the Honourable Senator Harder, P.C.:

That, in order to ensure that legislative reports of Senate committees follow a transparent, comprehensible and non-partisan methodology, the *Rules of the Senate* be amended by replacing rule 12-23(1) by the following:

“Obligation to report bill

12-23. (1) The committee to which a bill has been referred shall report the bill to the Senate. The report shall set out any amendments that the committee is recommending. In addition, the report shall have appended to it the committee's observations on:

(a) whether the bill generally conforms with the Constitution of Canada, including:

- (i) the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*, and
- (ii) the division of legislative powers between Parliament and the provincial and territorial legislatures;

(b) whether the bill conforms with treaties and international agreements that Canada has signed or ratified;

(c) whether the bill unduly impinges on any minority or economically disadvantaged groups;

(d) whether the bill has any impact on one or more provinces or territories;

(e) whether the appropriate consultations have been conducted;

(f) whether the bill contains any obvious drafting errors;

(g) all amendments moved but not adopted in the committee, including the text of these amendments; and

N° 89. (douze)

Le 12 mai 2016—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénatrice Bellemare, appuyée par l'honorable sénateur Harder, C.P.,

Que le *Règlement du Sénat* soit modifié, afin que les rapports législatifs des comités du Sénat respectent une méthodologie transparente, intelligible et non-partisane, par substitution de l'article 12-23(1) par ce qui suit :

« Obligation de faire rapport d'un projet de loi

12-23. (1) Le comité saisi d'un projet de loi doit en faire rapport au Sénat; ce rapport fait état de tout amendement recommandé par le comité et doit inclure en annexe les observations de celui-ci sur les sujets suivants :

a) la conformité, de manière générale, du projet de loi à la Constitution du Canada, notamment :

- (i) la *Charte canadienne des droits et libertés*;
- (ii) le partage des compétences législatives entre le Parlement et les législatures provinciales et territoriales;

b) la conformité du projet de loi aux traités et accords internationaux signés ou ratifiés par le Canada;

c) le fait que le projet de loi porte ou non atteinte indûment aux minorités ou aux groupes défavorisés sur le plan économique;

d) le fait que le projet de loi a des impacts sur des provinces ou territoires;

e) le fait que les consultations appropriées ont été tenues;

f) toutes erreurs manifestes de rédaction;

g) les amendements au projet de loi présentés au comité qui n'ont pas été adoptés par celui-ci, de même que le texte de ces amendements;

(h) any other matter that, in the committee's opinion, should be brought to the attention of the Senate."

And on the motion in amendment of the Honourable Senator Nancy Ruth, seconded by the Honourable Senator Tkachuk:

That the motion be not now adopted, but that it be amended by:

1. adding the following new subsection after proposed subsection (c):

"(d) whether the bill has received substantive gender-based analysis;" and

2. by changing the designation for current proposed subsections (d) to (h) to (e) to (i).

And on the motion of the Honourable Senator Omidvar, seconded by the Honourable Senator Mercer:

That the motion and the amendment now under debate be referred to the Special Senate Committee on Senate Modernization for consideration and report.—(*Honourable Senator Martin*)

No. 146. (nine)

December 12, 2016—Resuming debate on the motion, as amended, of the Honourable Senator Ringuette, seconded by the Honourable Senator Lankin, P.C.:

That the Standing Senate Committee on Banking, Trade, and Commerce be authorized to:

- (a) Review the operations of the Financial Consumer Agency of Canada (FCAC), the Ombudsman for Banking Services and Investments (OSBI), and ADR Chambers Banking Ombuds Office (ADRBO);
- (b) Review the agencies' interaction with and respect for provincial jurisdictions;
- (c) Review and determine best practices from similar agencies in other jurisdictions;
- (d) Provide recommendations to ensure that the FCAC, OSBI, and ADRBO can better protect consumers and respect provincial jurisdiction; and

That the Committee submit its final report no later than March 18, 2018, and retain all powers necessary to publicize its findings until 180 days after the tabling of the final report.—(*Honourable Senator Marwah*)

h) toute autre question qui, de l'avis du comité, doit être portée à l'attention du Sénat. »

Et sur la motion d'amendement de l'honorable sénatrice Nancy Ruth, appuyée par l'honorable sénateur Tkachuk,

Que la motion ne soit pas maintenant adoptée, mais qu'elle soit modifiée par :

1. adjonction du nouveau paragraphe suivant après le paragraphe c) proposé :

« d) le fait que le projet de loi a fait l'objet d'une analyse comparative entre les sexes approfondie; »;

2. modification de la désignation des paragraphes d) à h) proposés à e) à i).

Et sur la motion de l'honorable sénatrice Omidvar, appuyée par l'honorable sénateur Mercer,

Que la motion et l'amendement qui sont présentement en discussion soient renvoyés au Comité sénatorial spécial sur la modernisation du Sénat pour étude afin d'en faire rapport.—(*L'honorable sénatrice Martin*)

N° 146. (neuf)

Le 12 décembre 2016—Reprise du débat sur la motion, telle que modifiée, de l'honorable sénatrice Ringuette, appuyée par l'honorable sénatrice Lankin, C.P.,

Que le Comité sénatorial permanent des banques et du commerce soit autorisé à :

- a) Étudier les opérations de l'Agence de la consommation en matière financière du Canada (ACFC) ainsi que l'Ombudsman des services bancaires et d'investissement (OSBI), et l'ADR Chambers – Bureau de l'Ombudsman des services bancaires (ADRBO);
- b) Étudier le respect et l'interaction de ces organismes envers les juridictions provinciales;
- c) Étudier et déterminer les pratiques exemplaires d'organismes similaires ailleurs dans le monde;
- d) Fournir des recommandations pour s'assurer que l'ACFC, l'OSBI, et l'ADRBO puissent mieux protéger les consommateurs et respecter les compétences provinciales;

Que le Comité présente son rapport final au plus tard le 18 mars 2018 et qu'il conserve tous les pouvoirs nécessaires pour diffuser ses conclusions dans les 180 jours suivant le dépôt du rapport final.—(*L'honorable sénateur Marwah*)

No. 189. (four)

May 8, 2017—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Ringuette, seconded by the Honourable Senator McCoy:

That the *Rules of the Senate* be amended by:

1. replacing the period at the end of rule 12-7(16) by the following:

“; and

Human Resources

12-7. (17) the Standing Senate Committee on Human Resources, to which may be referred matters relating to human resources generally.”; and

2. updating all cross references in the Rules accordingly.—(*Honourable Senator Dean*)

No. 215. (thirteen)

June 20, 2017—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Dawson, seconded by the Honourable Senator Munson:

That the Senate take note of *Agenda 2030* and the related sustainable development goals adopted by the United Nations on September 25, 2015, and encourage the Government of Canada to take account of them as it drafts legislation and develops policy relating to sustainable development.

And on the motion in amendment of the Honourable Senator Bellemare, seconded by the Honourable Senator Petitclerc:

That the motion be not now adopted, but that it be amended by:

1. adding the words “Parliament and” after the word “encourage”; and
2. replacing, in the English version, the words “it drafts legislation and develops” by the words “they draft legislation and develop”.—(*Honourable Senator Smith*)

No. 302. (fourteen)

February 15, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Pate, seconded by the Honourable Senator Marwah:

That the Senate administration be instructed to remove the website of the Honourable Senator Beyak from any Senate server and cease to support any website for the senator until the process undertaken by the Senate Ethics Officer following a request to conduct an inquiry under the *Ethics and Conflict of Interest Code for Senators* in relation to the content of Senator Beyak’s website and her obligations under the Code is finally disposed of, either by the tabling of the Senate Ethics Officer’s preliminary determination letter or inquiry report, by a report of the Standing Committee on Ethics and Conflict of Interest for Senators, or by a decision of the Senate respecting the matter.

N° 189. (quatre)

Le 8 mai 2017—Reprise du débat sur la motion de l’honorable sénatrice Ringuette, appuyée par l’honorable sénatrice McCoy,

Que le *Règlement du Sénat* soit modifié :

1. par le remplacement du point à la fin de l’article 12-7(16) par ce qui suit :

« ;

Ressources humaines

12-7. (17) le Comité sénatorial permanent des ressources humaines, qui peut être saisi de toute question concernant les ressources humaines en général. » ;

2. par la mise à jour en conséquence de tous les renvois dans le Règlement.—(*L’honorable sénateur Dean*)

N° 215. (treize)

Le 20 juin 2017—Reprise du débat sur la motion de l’honorable sénateur Dawson, appuyée par l’honorable sénateur Munson,

Que le Sénat prenne note du *Programme à l’horizon 2030* et des objectifs de développement durable connexes adoptés par l’Organisation des Nations Unies le 25 septembre 2015 et encourage le gouvernement du Canada à en tenir compte dans l’élaboration des lois et l’établissement de politiques en matière de développement durable.

Et sur la motion d’amendement de l’honorable sénatrice Bellemare, appuyée par l’honorable sénatrice Petitclerc,

Que la motion ne soit pas maintenant adoptée, mais qu’elle soit modifiée par adjonction des mots « le Parlement et » après le mot « encourage ».—(*L’honorable sénateur Smith*)

N° 302. (quatorze)

Le 15 février 2018—Reprise du débat sur la motion de l’honorable sénatrice Pate, appuyée par l’honorable sénateur Marwah,

Qu’il soit donné instruction à l’administration du Sénat de retirer des serveurs du Sénat le site Web de l’honorable sénatrice Beyak et de cesser tout soutien pour quelconque site Web de cette dernière jusqu’à ce que le processus mené par le conseiller sénatorial en éthique à la suite d’une demande d’enquête présentée en vertu du *Code régissant l’éthique et les conflits d’intérêts des sénateurs* portant sur le contenu du site Web de la sénatrice Beyak et sur ses obligations au titre du Code soit conclu, que ce soit par suite du dépôt de la lettre de détermination préliminaire ou du rapport d’enquête du conseiller sénatorial en éthique, de la présentation d’un rapport du Comité permanent sur l’éthique et les conflits d’intérêts des sénateurs ou d’une décision du Sénat sur la question.

And on the motion in amendment of the Honourable Senator Pratte, seconded by the Honourable Senator Coyle:

That the motion be not now adopted, but that it be amended:

1. by deleting the words “the Senate administration be instructed to remove the website of the Honourable Senator Beyak from any Senate server and cease to support any website for the senator”; and
2. by adding the following after the word “matter”:

“; the Senate administration be instructed:

- (a) to remove the 103 letters of support dated March 8, 2017, to October 4, 2017, from the website of Senator Beyak (lynnbeyak.sencanada.ca) and any other website housed by a Senate server; and
- (b) not to provide support, including technical support and the reimbursement of expenses, for any website of the senator that contains or links to any of the said letters of support.—(*Honourable Senator Martin*)

No. 310. (nine)

April 25, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Doyle, seconded by the Honourable Senator Tannas:

That the Senate encourage the Government of Canada to work with the Government of Newfoundland and Labrador, the only province whose major population centres are not physically linked to the mainland of Canada, to evaluate the possibility of building a tunnel connecting the Island of Newfoundland to Labrador and the Quebec North Shore, in an effort to facilitate greater economic development in Canada’s Northeast, and to further strengthen national unity, including the possibility of using funding from the infrastructure program for this work; and

That a message be sent to the House of Commons to acquaint that house with the above.—(*Honourable Senator Omidvar*)

No. 325. (thirteen)

April 26, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator McCallum, seconded by the Honourable Senator Coyle:

That the Senate call on the Canadian Conference of Catholic Bishops to:

- (a) invite Pope Francis to Canada to apologize on behalf of the Catholic Church to Indigenous people for the church’s role in the residential school system, as outlined in Call to Action 58 of the Truth and Reconciliation Commission report;

Et sur la motion d’amendement de l’honorable sénateur Pratte, appuyée par l’honorable sénatrice Coyle,

Que la motion ne soit pas maintenant adoptée, mais qu’elle soit modifiée :

1. par substitution des mots « Qu’il soit donné instruction à l’administration du Sénat de retirer des serveurs du Sénat le site Web de l’honorable sénatrice Beyak et de cesser tout soutien pour quelconque site Web de cette dernière » par le mot « Que, »;
2. par adjonction, immédiatement après le mot « question » de ce qui suit :

« , instruction soit donnée à l’administration du Sénat de :

- a) retirer les 103 lettres de soutien datées du 8 mars 2017 au 4 octobre 2017 du site Web de la sénatrice Beyak (lynnbeyak.sencanada.ca) et de tout autre site Web hébergé par un serveur du Sénat;
- b) ne pas fournir de soutien, y compris le soutien technique et le remboursement des dépenses, pour tout site Web de la sénatrice qui contient une ou plusieurs de ces lettres d’appui ou qui contient un lien vers une ou plusieurs de ces lettres ».—(*L’honorable sénatrice Martin*)

N° 310. (neuf)

Le 25 avril 2018—Reprise du débat sur la motion de l’honorable sénateur Doyle, appuyée par l’honorable sénateur Tannas,

Que le Sénat encourage le gouvernement du Canada à travailler avec le gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador, la seule province dont les centres de population majeurs ne sont pas physiquement liés à la partie continentale du Canada, pour évaluer la possibilité de construire un tunnel pour relier l’île de Terre-Neuve au Labrador et à la Côte-Nord du Québec, dans le but de favoriser un plus grand développement économique dans le nord-est du Canada et de renforcer davantage l’unité nationale, y compris la possibilité de recourir aux fonds du programme d’infrastructure pour ce travail;

Qu’un message soit transmis à la Chambre des communes pour l’informer de ce qui précède.—(*L’honorable sénatrice Omidvar*)

N° 325. (treize)

Le 26 avril 2018—Reprise du débat sur la motion de l’honorable sénatrice McCallum, appuyée par l’honorable sénatrice Coyle,

Que le Sénat demande à la Conférence des évêques catholiques du Canada :

- a) d’inviter le pape François à venir au Canada afin de présenter des excuses aux Autochtones, au nom de l’Église catholique, comme le prévoit l’appel à l’action n° 58 dans le rapport de la Commission de vérité et réconciliation, pour le rôle joué par cette église dans le système des pensionnats autochtones;

- (b) to respect its moral obligation and the spirit of the 2006 Indian Residential Schools Settlement Agreement and resume the best efforts to raise the full amount of the agreed upon funds; and
- (c) to make a consistent and sustained effort to turn over the relevant documents when called upon by survivors of residential schools, their families, and scholars working to understand the full scope of the horrors of the residential school system in the interest of truth and reconciliation.—*(Honourable Senator Sinclair)*

No. 357. (seven)

June 14, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Housakos, seconded by the Honourable Senator Smith:

That, in light of the Government of Canada's recent significant shift in its foreign policy relating to Iran, which does not reflect the Senate's recent decision to reject the principles of Bill S-219, An Act to deter Iran-sponsored terrorism, incitement to hatred, and human rights violations, including an annual report of Iranian human rights violations, the Senate now:

- (a) strongly condemn the current regime in Iran for its ongoing sponsorship of terrorism around the world, including instigating violent attacks on the Gaza border;
- (b) condemn the recent statements made by Supreme Leader Ayatollah Ali Khamenei calling for genocide against the Jewish people;
- (c) call on the government to:
 - (i) abandon its current plan and immediately cease any and all negotiations or discussions with the Islamic Republic of Iran to restore diplomatic relations;
 - (ii) demand that the Iranian Regime immediately release all Canadians and Canadian permanent residents who are currently detained in Iran, including Maryam Mombeini, the widow of Professor Kavous Sayed-Emami, and Saeed Malekpour, who has been imprisoned since 2008; and
 - (iii) immediately designate the Islamic Revolutionary Guard Corps as a listed terrorist entity under the *Criminal Code* of Canada; and
- (d) stand with the people of Iran and recognize that they, like all people, have a fundamental right to freedom of conscience and religion, freedom of thought, belief, opinion, and expression, including freedom of the press and other forms of communication, freedom of peaceful assembly, and freedom of association.—*(Honourable Senator Tkachuk)*

- b) de respecter son obligation morale ainsi que l'esprit de la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens de 2006 et de recommencer à faire tout son possible pour recueillir la somme convenue;
- c) de faire constamment des efforts pour remettre les documents demandés aux survivants des pensionnats, à leur famille et aux spécialistes qui s'efforcent de comprendre pleinement l'horreur du système de pensionnats, afin de favoriser la recherche de la vérité et la réconciliation.—*(L'honorable sénateur Sinclair)*

N° 357. (sept)

Le 14 juin 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Housakos, appuyée par l'honorable sénateur Smith,

Que, à la lumière du changement considérable que le gouvernement du Canada a récemment adopté à l'égard de sa politique étrangère concernant l'Iran, lequel changement ne reflète pas la récente décision du Sénat de rejeter les principes du projet de loi S-219, Loi visant à dissuader l'Iran de parrainer des actes constituant du terrorisme, de l'incitation à la haine et des violations des droits de la personne, qui prévoyait notamment l'établissement d'un rapport annuel sur les violations des droits de la personne commis par l'Iran, le Sénat :

- a) condamne fermement le régime iranien actuel parce qu'il continue de commanditer le terrorisme dans le monde entier et notamment de fomenter des attaques violentes à la frontière de Gaza;
- b) condamne les récentes déclarations du chef suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, appelant au génocide contre le peuple juif;
- c) demande au gouvernement :
 - (i) d'abandonner son plan actuel et de cesser immédiatement toute négociation ou discussion avec la République islamique d'Iran en vue du rétablissement des relations diplomatiques;
 - (ii) d'exiger que le régime iranien libère immédiatement tous les Canadiens et les résidents permanents du Canada qui sont actuellement en détention en Iran, dont Maryam Mombeini, veuve du professeur Kavous Sayed-Emami, et Saeed Malekpour, qui est emprisonné depuis 2008;
 - (iii) d'inscrire immédiatement la Brigade des Gardiens de la révolution islamique dans la liste des entités terroristes établie en vertu du *Code criminel* du Canada;
- (d) se tient solidaire du peuple iranien et reconnaît que, comme tous les autres peuples, il a un droit fondamental à la liberté de conscience et de religion, à la liberté de pensée, de croyance, d'opinion et d'expression, y compris la liberté de presse et d'autres formes de communication, à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association.—*(L'honorable sénateur Tkachuk)*

No. 358. (seven)

June 14, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Eggleton, P.C., seconded by the Honourable Senator Mercer:

That the Senate urge the government to initiate consultations with the provinces, territories, Indigenous people, and other interested groups to develop an adequately funded national cost-shared universal nutrition program with the goal of ensuring healthy children and youth who, to that end, are educated in issues relating to nutrition and provided with a nutritious meal daily in a program with appropriate safeguards to ensure the independent oversight of food procurement, nutrition standards, and governance.—(*Honourable Senator Deacon (Ontario)*)

No. 371. (seven)

September 20, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Brazeau, seconded by the Honourable Senator Deacon (*Ontario*):

That the Senate urge the Government of Canada and the RCMP to address the issue of fraudulent “native” individuals and organizations selling fraudulent membership or status cards, a practice that is detrimental to the Indigenous peoples of Canada.—(*Honourable Senator McCallum*)

No. 407. (five)

November 22, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Housakos, seconded by the Honourable Senator Smith:

That the Standing Senate Committee on National Finance be authorized to examine and report on issues related to public assistance provided to multinational companies by the Government of Canada, including the 350 million dollar loan provided to Bombardier Inc. in 2008 and the 373 million dollars loaned to Bombardier Inc. in 2017, taking particular account of, but not limited to, the overall value of such investment on behalf of Canadians; and

That the committee submit its final report to the Senate no later than April 2, 2019, and that the committee retain all powers necessary to publicize its findings until 180 days after the tabling of the final report.—(*Honourable Senator Gold*)

No. 410. (one)

November 22, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Miville-Dechéne, seconded by the Honourable Senator Klyne:

That the Senate, in light of the decisions made by the Government of Ontario with respect to the Office of the French Language Services Commissioner and the Université de l'Ontario français:

1. reaffirm the importance of both official languages as the foundation of our federation;

N° 358. (sept)

Le 14 juin 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Eggleton, C.P., appuyée par l'honorable sénateur Mercer,

Que le Sénat encourage le gouvernement à entamer des consultations auprès des provinces, des territoires, des peuples autochtones et d'autres groupes intéressés afin d'élaborer un programme national et universel de nutrition adéquatement financé et à frais partagés, qui vise à garder les enfants et les jeunes en santé en leur enseignant des principes de nutrition et en leur fournissant un repas nutritif quotidiennement dans le cadre d'un programme assorti de mécanismes adéquats pour assurer une supervision indépendante de l'approvisionnement alimentaire, le respect des normes nutritionnelles et la gouvernance.—(*L'honorable sénatrice Deacon (Ontario)*)

N° 371. (sept)

Le 20 septembre 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Brazeau, appuyée par l'honorable sénatrice Deacon (*Ontario*),

Que le Sénat exhorte le gouvernement du Canada et la GRC à aborder la problématique d'individus et d'organisations frauduleux « autochtones » qui vendent des cartes frauduleuses de membre ou de statut, une pratique nuisible aux peuples autochtones du Canada.—(*L'honorable sénatrice McCallum*)

N° 407. (cinq)

Le 22 novembre 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Housakos, appuyée par l'honorable sénateur Smith,

Que le Comité sénatorial permanent des finances nationales soit autorisé à étudier, pour en faire rapport, les questions reliées à l'aide publique fournie par le gouvernement du Canada aux sociétés multinationales, entre autres aux 350 millions de dollars prêtés en 2008 à Bombardier Inc. et aux 373 millions de dollars prêtés en 2017 à Bombardier Inc., portant une attention particulière à la rentabilité de ces investissements dans l'intérêt des Canadiens, mais sans s'y limiter;

Que le comité dépose son rapport final au Sénat au plus tard le 2 avril 2019 et qu'il conserve tous les pouvoirs nécessaires pour diffuser ses conclusions dans les 180 jours suivant le dépôt du rapport final.—(*L'honorable sénateur Gold*)

N° 410. (un)

Le 22 novembre 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénatrice Miville-Dechéne, appuyée par l'honorable sénateur Klyne,

Que le Sénat, compte tenu des décisions prises par le gouvernement de l'Ontario en ce qui a trait au Commissariat aux services en français et à l'Université de l'Ontario français :

1. réaffirme l'importance des deux langues officielles comme fondement de notre fédération;

- | | |
|---|---|
| <p>2. remind the Government of Canada of its responsibility to defend and promote language rights, as expressed in the <i>Canadian Charter of Rights and Freedoms</i> and the <i>Official Languages Act</i>; and</p> <p>3. urge the Government of Canada to take all necessary measures, within its jurisdiction, to ensure the vitality and development of official language minority communities.</p> | <p>2. rappelle au gouvernement du Canada sa responsabilité de défendre et de promouvoir les droits linguistiques, tels qu'exprimés dans la <i>Charte canadienne des droits et libertés</i> et la <i>Loi sur les langues officielles</i>;</p> <p>3. exhorte le gouvernement du Canada à prendre toutes les mesures nécessaires, conformément à ses compétences, pour assurer l'épanouissement et le développement des communautés de langue officielle en situation minoritaire.</p> |
|---|---|

Inquiries

No. 12. (twelve)

May 18, 2016—Resuming debate on the inquiry of the Honourable Senator Seidman, calling the attention of the Senate to its role in the protection of regional and minority representation.—(*Honourable Senator Bellemare*)

No. 20. (five)

February 14, 2017—Resuming debate on the inquiry of the Honourable Senator Tardif, calling the attention of the Senate to regional universities and the important role they play in Canada.—(*Honourable Senator Mercer*)

No. 26.

May 30, 2017—Resuming debate on the inquiry of the Honourable Senator McPhedran, calling the attention of the Senate to the important opportunity we have to review our principles and procedures with a view to ensuring that the Senate has the strongest most effective policies and mechanisms possible to respond to complaints against senators of sexual or other kinds of harassment.—(*Honourable Senator Miville-Dechêne*)

No. 36. (two)

February 27, 2018—Resuming debate on the inquiry of the Honourable Senator Bellemare, calling the attention of the Senate to the challenges of literacy and essential skills for the 21st century in Canada, the provinces and the territories.—(*Honourable Senator McCallum*)

No. 39. (eight)

May 1, 2018—Resuming debate on the inquiry of the Honourable Senator Bernard, calling the attention of the Senate to anti-black racism.—(*Honourable Senator Cordy*)

No. 40. (thirteen)

March 29, 2018—Resuming debate on the inquiry of the Honourable Senator Poirier, calling the attention of the Senate to the ongoing challenges faced by seasonal workers in New Brunswick.—(*Honourable Senator Cormier*)

Interpellations

N° 12. (douze)

Le 18 mai 2016—Reprise du débat sur l'interpellation de l'honorable sénatrice Seidman, attirant l'attention du Sénat sur son rôle de protection dans la représentation des régions et des minorités.—(*L'honorable sénatrice Bellemare*)

N° 20. (cinq)

Le 14 février 2017—Reprise du débat sur l'interpellation de l'honorable sénatrice Tardif, attirant l'attention du Sénat sur les universités régionales et leur importance pour le Canada.—(*L'honorable sénateur Mercer*)

N° 26.

Le 30 mai 2017—Reprise du débat sur l'interpellation de l'honorable sénatrice McPhedran, attirant l'attention du Sénat sur l'importante occasion qui nous est offerte de revoir nos principes et procédures pour que le Sénat ait les politiques et mécanismes les plus solides et les plus efficaces possible pour répondre aux plaintes contre les sénateurs et sénatrices en matière de harcèlement sexuel ou d'autres formes de harcèlement.—(*L'honorable sénatrice Miville-Dechêne*)

N° 36. (deux)

Le 27 février 2018—Reprise du débat sur l'interpellation de l'honorable sénatrice Bellemare, attirant l'attention du Sénat sur les défis de la littératie et des compétences essentielles au XXI^e siècle pour le Canada, les provinces et les territoires.—(*L'honorable sénatrice McCallum*)

N° 39. (huit)

Le 1^{er} mai 2018—Reprise du débat sur l'interpellation de l'honorable sénatrice Bernard, attirant l'attention du Sénat sur le racisme anti-Noirs.—(*L'honorable sénatrice Cordy*)

N° 40. (treize)

Le 29 mars 2018—Reprise du débat sur l'interpellation de l'honorable sénatrice Poirier, attirant l'attention du Sénat sur les défis continus auxquels font face les travailleurs saisonniers au Nouveau-Brunswick.—(*L'honorable sénateur Cormier*)

No. 45. (eleven)

October 3, 2018—Resuming debate on the inquiry of the Honourable Senator Martin, calling the attention of the Senate to the career of the Honourable Senator Raine.—(*Honourable Senator Omidvar*)

No. 47.

October 2, 2018—Resuming debate on the inquiry of the Honourable Senator Wetston, calling the attention of the Senate to beneficial ownership transparency.—(*Honourable Senator Joyal, P.C.*)

No. 52. (three)

October 2, 2018—Resuming debate on the inquiry of the Honourable Senator McCallum, calling the attention of the Senate to the importance of preserving the Independent Assessment Process (IAP) records of those Indian Residential School survivors who claimed compensation for historic physical and sexual abuse, pursuant to the 2006 Indian Residential Schools Settlement Agreement (IRSSA).—(*Honourable Senator Sinclair*)

No. 54. (two)

December 5, 2018—Resuming debate on the inquiry of the Honourable Senator Manning, calling the attention of the Senate to the life of Nevaeh Denine.—(*Honourable Senator Manning*)

No. 55. (two)

December 5, 2018—Resuming debate on the inquiry of the Honourable Senator Manning, calling the attention of the Senate to Newfoundland and Labrador's contribution to the Armed Forces with reference to the war in Afghanistan.—(*Honourable Senator Manning*)

No. 56. (four)

October 4, 2018—Resuming debate on the inquiry of the Honourable Senator Richards, calling the attention of the Senate to the decimation of Atlantic salmon spawning grounds on the Miramichi, Restigouche and their tributaries.—(*Honourable Senator Maltais*)

N° 45. (onze)

Le 3 octobre 2018—Reprise du débat sur l'interpellation de l'honorable sénatrice Martin, attirant l'attention du Sénat sur la carrière de l'honorable sénatrice Raine.—(*L'honorable sénatrice Omidvar*)

N° 47.

Le 2 octobre 2018—Reprise du débat sur l'interpellation de l'honorable sénateur Wetston, attirant l'attention du Sénat sur la transparence de la propriété effective.—(*L'honorable sénateur Joyal, C.P.*)

N° 52. (trois)

Le 2 octobre 2018—Reprise du débat sur l'interpellation de l'honorable sénatrice McCallum, attirant l'attention du Sénat sur l'importance de conserver les dossiers du Processus d'évaluation indépendant (PEI) des survivants des pensionnats indiens qui ont fait une réclamation concernant de l'abus physique et sexuel historiques, conformément à la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens de 2006 (CRRPI).—(*L'honorable sénateur Sinclair*)

N° 54. (deux)

Le 5 décembre 2018—Reprise du débat sur l'interpellation de l'honorable sénateur Manning, attirant l'attention du Sénat sur la vie de Nevaeh Denine.—(*L'honorable sénateur Manning*)

N° 55. (deux)

Le 5 décembre 2018—Reprise du débat sur l'interpellation de l'honorable sénateur Manning, attirant l'attention du Sénat sur la contribution de la Terre-Neuve-et-Labrador aux forces armées en ce qui concerne la guerre en Afghanistan.—(*L'honorable sénateur Manning*)

N° 56. (quatre)

Le 4 octobre 2018—Reprise du débat sur l'interpellation de l'honorable sénateur Richards, attirant l'attention du Sénat sur la décimation des frayères du saumon atlantique sur la Miramichi, la Restigouche et leurs affluents.—(*L'honorable sénateur Maltais*)

Other

Nil

Autres Affaires

Aucune

NOTICE PAPER**MOTIONS****No. 423.** (two)**By the Honourable Senator Frum:**

December 5, 2018—That the Senate:

- (a) strongly condemn the current regime in Iran for its ongoing human rights abuses and sponsorship of terrorism around the world, including its vocal and material support aimed at the destruction of the State of Israel;
- (b) condemn the recent statements made by Iran's President, Hassan Rouhani, calling Israel a "cancerous tumor" in the region;
- (c) call on the government to:
 - (i) demand that the Iranian Regime immediately release all Canadians and Canadian permanent residents who are currently detained in Iran, including Maryam Mombeini, the widow of Professor Kavous Sayed-Emami, and Saeed Malekpour, who has been imprisoned since 2008;
 - (ii) immediately designate the Islamic Revolutionary Guard Corps in its entirety as a listed terrorist entity under the Criminal Code of Canada; and
 - (iii) to utilize the *Justice for Victims of Corrupt Foreign Officials Act* (Sergei Magnitsky Law) to sanction Iranian government regime entities and individuals involved in egregious human rights abuses; and
- (d) stand with the people of Iran and recognize that they, like all people, have a fundamental right to freedom of conscience and religion, freedom of thought, belief, opinion, and expression, including freedom of the press and other forms of communication, freedom of peaceful assembly, and freedom of association.

No. 427. (one)**By the Honourable Senator Joyal, P.C.:**

December 10, 2018—That the Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs be authorized to meet on Wednesday, December 12, 2018, at 3 p.m., even though the Senate may then be sitting, and that the application of rule 12-18(1) be suspended in relation thereto.

FEUILLETON DES PRÉAVIS**MOTIONS****N° 423.** (deux)**Par l'honorable sénatrice Frum :**

Le 5 décembre 2018—Que le Sénat :

- a) condamne fermement le régime iranien actuel à l'égard de son abus continu des droits de la personne et son appui soutenu au terrorisme dans le monde entier, y compris son soutien vocal et matériel visant la destruction de l'État d'Israël;
- b) condamne les récentes déclarations du président de l'Iran, Hassan Rouhani, appelant l'Israël une « tumeur cancéreuse » dans la région;
- c) demande au gouvernement :
 - i) d'exiger que le régime iranien libère immédiatement tous les Canadiens et les résidents permanents du Canada qui sont actuellement en détention en Iran, y compris Maryam Mombeini, veuve du professeur Kavous Sayed-Emami, et Saeed Malekpour, qui est emprisonné depuis 2008;
 - ii) de désigner immédiatement la Brigade des Gardiens de la révolution islamique en entier comme entité terroriste inscrite en vertu du Code criminel du Canada;
 - iii) de se servir de la *Loi sur la justice pour les victimes de dirigeants étrangers corrompus* (loi de Sergueï Magnitski) afin de sanctionner les entités et individus du régime gouvernemental iranien impliqués dans des abus des droits de la personne;
- d) se tienne solidaire du peuple iranien et reconnaît que, comme tous les autres peuples, il a un droit fondamental à la liberté de conscience et de religion, à la liberté de pensée, de croyance, d'opinion et d'expression, y compris la liberté de presse et d'autres formes de communication, à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association.

N° 427. (un)**Par l'honorable sénateur Joyal, C.P. :**

Le 10 décembre 2018—Que le Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles soit autorisé à se réunir le mercredi 12 décembre 2018, à 15 heures, même si le Sénat siège à ce moment-là, et que l'application de l'article 12-18(1) du Règlement soit suspendue à cet égard.

No. 429. (one)**By the Honourable Senator Wells:**

December 11, 2018—That the Senate call upon Statistics Canada to refrain from accessing, under section 13 of the *Statistics Act*, documents or records of a financial nature maintained in any financial institution or credit reporting agency when such documents or records contain information that makes it possible to identify an individual without that individual's consent.

No. 432.**By the Honourable Senator Galvez:**

February 19, 2019—That, for the purposes of its consideration of Bill C-69, An Act to enact the Impact Assessment Act and the Canadian Energy Regulator Act, to amend the Navigation Protection Act and to make consequential amendments to other Acts, the Standing Senate Committee on Energy, the Environment and Natural Resources:

- (a) be authorized to sit even though the Senate may then be sitting, with the application of rule 12-18(1) being suspended in relation thereto; and
- (b) be authorized, notwithstanding rule 12-18(2), to meet from Monday to Friday, even though the Senate may then be adjourned for more than a week, or for more than a day but less than a week.

No. 433.**By the Honourable Senator Dyck:**

February 19, 2019—That the Senate, in light of the decision made by the United Nations Human Rights Committee of January 11, 2019, which ruled that ongoing sex-based hierarchies in the registration provisions of the *Indian Act* violate Canada's international human rights obligations, urge the federal government to bring into force the remaining provisions of Bill S-3, *An Act to amend the Indian Act in response to the Superior Court of Quebec decision in Descheneaux c. Canada (Procureur général)*, which would remedy the discrimination, no later than June 21, 2019.

No. 434.**By the Honourable Senator Cormier:**

February 19, 2019—That the Standing Senate Committee on Official Languages be permitted, notwithstanding usual practices, to deposit with the Clerk of the Senate, no later than March 1, 2019, an interim report on modernizing the Official Languages Act: the views of stakeholders who have witnessed the evolution of the Act, if the Senate is not then sitting, and that the report be deemed to have been tabled in the Senate.

N° 429. (un)**Par l'honorable sénateur Wells :**

Le 11 décembre 2018—Que le Sénat demande à Statistique Canada de s'abstenir d'accéder, au titre de l'article 13 de la *Loi sur la statistique*, aux documents ou aux archives de nature financière qui sont conservés dans une institution financière ou une agence d'évaluation du crédit lorsque ces documents ou ces archives contiennent des renseignements qui permettent d'identifier un particulier sans le consentement de celui-ci.

N° 432.**Par l'honorable sénatrice Galvez :**

Le 19 février 2019—Que, pour les fins de son étude du projet de loi C-69, Loi édictant la Loi sur l'évaluation d'impact et la Loi sur la Régie canadienne de l'énergie, modifiant la Loi sur la protection de la navigation et apportant des modifications corrélatives à d'autres lois, le Comité sénatorial permanent de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles :

- a) soit autorisé à siéger même si le Sénat siège à ce moment-là, l'application de l'article 12-18(1) du Règlement étant suspendue à cet égard;
- b) soit autorisé, nonobstant l'article 12-18(2) du Règlement, à se réunir du lundi au vendredi pendant une période d'ajournement du Sénat qui dure plus d'une semaine, ou qui dure plus d'un jour mais moins d'une semaine.

N° 433.**Par l'honorable sénatrice Dyck :**

Le 19 février 2019—Que le Sénat, à la lumière de la décision prise par le Comité des droits de l'homme des Nations Unies du 11 janvier 2019, qui a statué que les hiérarchies fondées sur le sexe en vigueur dans les dispositions de la *Loi sur les Indiens* relatives à l'inscription violent les obligations internationales du Canada en matière de droits de la personne, exhorte le gouvernement fédéral à mettre en vigueur les dispositions restantes du projet de loi S-3, *Loi modifiant la Loi sur les Indiens pour donner suite à la décision de la Cour supérieure du Québec dans l'affaire Descheneaux c. Canada (Procureur général)*, qui remédierait à la discrimination, au plus tard le 21 juin 2019.

N° 434.**Par l'honorable sénateur Cormier :**

Le 19 février 2019—Que le Comité sénatorial permanent des langues officielles soit autorisé, nonobstant les pratiques habituelles, à déposer auprès du greffier du Sénat, au plus tard le 1^{er} mars 2019, son rapport provisoire sur la modernisation de la Loi sur les langues officielles : la perspective des personnes qui ont été témoins de l'évolution de la Loi, si le Sénat ne siège pas, et que ledit rapport soit réputé avoir été déposé au Sénat.

No. 435.**By the Honourable Senator Smith:**

February 19, 2019—That the Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs be authorized to examine and report on the serious and disturbing allegations that persons in the Office of the Prime Minister attempted to exert pressure on the former Minister of Justice and Attorney General of Canada, the Honourable Jody Wilson-Raybould, P.C., M.P., and to interfere with her independence, thereby potentially undermining the integrity of the administration of justice;

That, as part of this study, and without limiting the committee's right to invite other witnesses as it may decide, the committee invite:

The Right Honourable Justin Trudeau, P.C., M.P., Prime Minister of Canada;

The Honourable Jody Wilson-Raybould, P.C., M.P.;

The Honourable David Lametti, P.C., M.P., Minister of Justice and Attorney General of Canada;

Michael Wernick, Clerk of the Privy Council;

Kathleen Roussel, Director of Public Prosecutions;

Katie Telford, Chief of Staff to the Prime Minister;

Gerald Butts, former Principal Secretary to the Prime Minister;

Mathieu Bouchard, Senior Advisor to the Prime Minister;

Elder Marques, Senior Advisor to the Prime Minister; and

Jessica Prince, former Chief of Staff to the Minister of Veterans Affairs;

That the committee submit its final report no later than June 1, 2019; and

That the committee retain all powers necessary to publicize its findings until 180 days after tabling the final report.

No. 437.**By the Honourable Senator Manning:**

February 20, 2019—That the Standing Senate Committee on Fisheries and Oceans have the power to meet on Tuesday, February 26, 2019, at 6 p.m., even though the Senate may then be sitting, and that rule 12-18(1) be suspended in relation thereto.

N° 435.**Par l'honorable sénateur Smith :**

Le 19 février 2019—Que le Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles soit autorisé à examiner, afin d'en faire rapport, les allégations graves et troublantes voulant que des personnes au sein du cabinet du premier ministre aient tenté de faire pression sur l'ancienne ministre de la Justice et procureure générale du Canada, l'honorable Jody Wilson-Raybould, C.P., députée, et d'entraver son indépendance, pouvant ainsi porter atteinte à l'intégrité de l'administration de la justice;

Que, dans le cadre de cette étude, et sans limiter le droit du comité d'inviter d'autres témoins s'il le juge opportun, le comité invite :

Le très honorable Justin Trudeau, C.P., député, premier ministre du Canada;

L'honorable Jody Wilson-Raybould, C.P., députée;

L'honorable David Lametti, C.P., député, ministre de la Justice et procureur général du Canada;

Michael Wernick, greffier du Conseil privé;

Kathleen Roussel, directrice des poursuites pénales;

Katie Telford, chef de cabinet du premier ministre du Canada;

Gerald Butts, ancien secrétaire principal du premier ministre du Canada;

Mathieu Bouchard, conseiller principal du premier ministre;

Elder Marques, conseiller principal du premier ministre;

Jessica Prince, ancienne chef de cabinet du ministre des Anciens Combattants;

Que le comité soumette son rapport final au plus tard le 1^{er} juin 2019;

Que le comité conserve tous les pouvoirs nécessaires pour diffuser ses conclusions dans les 180 jours suivant le dépôt du rapport final.

N° 437.**Par l'honorable sénateur Manning :**

Le 20 février 2019—Que le Comité sénatorial permanent des pêches et des océans soit autorisé à se réunir le mardi 26 février 2019, à 18 heures, même si le Sénat siège à ce moment-là, et que l'application de l'article 12-18(1) du Règlement soit suspendue à cet égard.

No. 438.**By the Honourable Senator Manning:**

February 20, 2019—That the Standing Senate Committee on Fisheries and Oceans be authorized to examine and to report on issues relating to the federal government's current and evolving policy framework for managing Canada's fisheries and oceans;

That the papers and evidence received and taken and work accomplished by the committee on this subject since the beginning of the First Session of the Forty-second Parliament be referred to the committee; and

That the committee submit its final report to the Senate no later than September 30, 2019.

No. 439.**By the Honourable Senator Christmas:**

February 20, 2019—That the Senate call on the government to raise awareness of the magnitude of modern day slavery in Canada and abroad and to take steps to combat human trafficking, and

That the Senate also urge the government to designate the 22nd day of February each year as National Human Trafficking Awareness Day, to coincide with the anniversary of the unanimous declaration of the House of Commons on February 22, 2007, to condemn all forms of human trafficking and slavery.

No. 440.**By the Honourable Senator Dyck:**

February 21, 2019—That the Standing Senate Committee on Aboriginal Peoples be authorized to meet on Tuesday, April 2, 2019, at 4 p.m., even though the Senate may then be sitting, and that the application of rule 12-18(1) be suspended in relation thereto.

No. 441.**By the Honourable Senator Galvez:**

February 21, 2019— That the Standing Senate Committee on Energy, the Environment and Natural Resources have the power to travel within Canada, for the purpose of its examination and consideration of Bill C-69, An Act to enact the Impact Assessment Act and the Canadian Energy Regulator Act, to amend the Navigation Protection Act and to make consequential amendments to other Acts.

N° 438.**Par l'honorable sénateur Manning :**

Le 20 février 2019—Que le Comité sénatorial permanent des pêches et des océans soit autorisé à examiner, afin d'en faire rapport, les questions relatives au cadre stratégique actuel et en évolution du gouvernement fédéral pour la gestion des pêches et des océans du Canada;

Que les documents reçus, les témoignages entendus, et les travaux accomplis par le comité à ce sujet depuis le début de la première session de la quarante-deuxième législature soient renvoyés au comité;

Que le comité soumette son rapport final au Sénat au plus tard le 30 septembre 2019.

N° 439.**Par l'honorable sénateur Christmas :**

Le 20 février 2019—Que le Sénat demande au gouvernement de sensibiliser la population à l'ampleur de l'esclavage des temps modernes au Canada et à l'étranger et à prendre des mesures pour combattre la traite de personnes;

Que le Sénat demande également au gouvernement de désigner le 22^e jour de février de chaque année la Journée nationale de sensibilisation à la traite de personnes, pour coïncider avec l'anniversaire de la déclaration unanime de la Chambre des communes adoptée le 22 février 2007 de condamner la traite de personnes et l'esclavage sous toutes ses formes.

N° 440.**Par l'honorable sénatrice Dyck :**

Le 21 février 2019—Que le Comité sénatorial permanent des peuples autochtones soit autorisé à se réunir le mardi 2 avril 2019, à 16 heures, même si le Sénat siège à ce moment-là, et que l'application de l'article 12-18(1) du Règlement soit suspendue à cet égard.

N° 441.**Par l'honorable sénatrice Galvez :**

Le 21 février 2019—Que le Comité sénatorial permanent de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles soit autorisé à se déplacer à travers le Canada aux fins de son examen du projet de loi C-69, Loi édictant la Loi sur l'évaluation d'impact et la Loi sur la Régie canadienne de l'énergie, modifiant la Loi sur la protection de la navigation et apportant des modifications corrélatives à d'autres lois.

INQUIRIES

No. 57.

By the Honourable Senator Bellemare:

February 21, 2019—That she will call the attention of the Senate to the need to review the *Bank of Canada Act* and to extend its mandate.

INTERPELLATIONS

N° 57.

Par l'honorable sénatrice Bellemare :

Le 21 février 2019—Qu'elle attirera l'attention du Sénat sur la nécessité de revoir la *Loi de la Banque du Canada* et d'élargir son mandat.

WRITTEN QUESTIONS

No. 89.

By the Honourable Senator Raine:

May 10, 2018—With respect to the Foreign Tour and Convention Incentive Program:

In October 2016, I met with the Minister of Tourism, Bardish Chagger, to discuss tourism products that are sold in the export market (holiday packages bought by foreigners before leaving home), and to ask why tourism is the only Canadian export that is sold including GST.

GST should not be charged on tourism products sold by travel agents to non-Canadians and purchased outside Canada. Travel agents will market Canada to the world if the package prices are competitive with other destinations. Non-Canadians can be identified by insuring the exemption is only available for people travelling on a foreign passport.

1. Do the Minister of Tourism, the Minister of Finance, and/or the Minister of National Revenue have any plans to review the costs and benefits of the current Foreign Tour and Convention Incentive Program?
 - (a) If so, will the ministers include input from experts in the private tourism sector?
 - (b) If not, why have the ministers decided not to look into this program?
2. Foreign consumers can choose from many destinations. Canadian tourism must be competitive. The decision as to where to go is often driven by the cost of a tour package. Currently, because of the uncertainty of getting the GST rebated, retail prices of Canadian tour packages in foreign travel agencies usually include GST costs, making holidays to Canada more expensive than they need be. Why would we not try to maximize the number of foreign tourists visiting Canada?

QUESTIONS ÉCRITES

N° 89.

Par l'honorable sénatrice Raine :

Le 10 mai 2018—En ce qui concerne le Programme d'incitation pour congrès étrangers et voyages organisés :

En octobre 2016, j'ai rencontré la ministre du Tourisme, Bardish Chagger, pour discuter des produits touristiques qui sont vendus sur les marchés d'exportation (des forfaits de vacances achetés par des étrangers avant de quitter leur pays) et lui demander pourquoi le tourisme est la seule exportation canadienne dont le prix de vente inclut la TPS.

La TPS ne devrait pas être imposée sur les produits touristiques vendus par des agents de voyage à des non-Canadiens et achetés à l'extérieur du Canada. Les agents de voyage feront la promotion du Canada dans le monde si le prix des forfaits est concurrentiel par rapport à celui des autres destinations. Les non-Canadiens peuvent être identifiés en s'assurant que l'exemption est offerte seulement aux personnes voyageant avec un passeport étranger.

1. Est-ce que la ministre du Tourisme, le ministre des Finances et/ou la ministre du Revenu national envisagent d'examiner les coûts et avantages de l'actuel Programme d'incitation pour congrès étrangers et voyages organisés?
 - a) Dans l'affirmative, les ministres vont-ils tenir compte de la contribution d'experts du secteur du tourisme privé?
 - b) Sinon, pourquoi les ministres ont-ils décidé de ne pas examiner ce programme?
2. Les consommateurs étrangers peuvent choisir parmi de nombreuses destinations, alors le tourisme canadien doit être concurrentiel. Le choix d'une destination est souvent basé sur le coût d'un voyage organisé. À l'heure actuelle, en raison de l'incertitude qui plane sur le remboursement de la TPS, les prix de détail des voyages organisés au Canada affichés dans les agences de voyage étrangères incluent habituellement la TPS, ce qui fait que les vacances au Canada coûtent plus cher qu'elles ne le devraient. Pourquoi ne tenterions-nous pas de maximiser le nombre de touristes étrangers qui visitent le Canada?

No. 105.**By the Honourable Senator Boisvenu:**

September 18, 2018—Regarding Veteran Affairs Canada’s operational stress injury clinics providing assessment, treatment, prevention and support to serving Canadian Armed Forces members and veterans, what is the percentage of patients who were offered their first treatment session with a psychiatrist within 60 business days in fiscal year 2016-17? Moreover, what are the specific percentages for (a) Quebec City and (b) Montreal?

No. 112.**By the Honourable Senator Downe:**

December 12, 2018—For the period 2013-2018, please provide the number, per province and by educational institution, of students receiving placements via the Student Work Integrated Learning Program for each year.

N° 105.**Par l’honorable sénateur Boisvenu :**

Le 18 septembre 2018—Concernant les cliniques de traitement des traumatismes liés au stress opérationnel d’Anciens Combattants Canada qui fournissent des évaluations, des traitements, des services de prévention et d’appui aux membres en service et aux vétérans des Forces armées canadiennes, quel est le pourcentage de patients à qui l’on a offert une première session de traitement avec un psychiatre dans les 60 jours ouvrables au cours de l’exercice 2016-2017? De plus, quel est le pourcentage applicable à a) Québec et b) Montréal, respectivement?

N° 112.**Par l’honorable sénateur Downe :**

Le 12 décembre 2018—Pour la période de 2013 à 2018, veuillez donner le nombre d’étudiants, par province et par établissement d’enseignement, qui ont reçu un stage dans le cadre du Programme d’apprentissage intégré au travail pour étudiants pour chacune de ces années.

No. 116.**By the Honourable Senator Downe:**

December 12, 2018—With respect to overseas tax evasion:

On April 3rd 2016 the Panama Papers were disclosed, including the names of more than 600 Canadians. In response, the Canada Revenue Agency committed to “combatting the abusive use of offshore jurisdictions and protecting the integrity of the Canadian tax system”, and would “pursue audits related to offshore tax evasion including some Canadian clients” named in the Panama Papers.

After more than 2 years what progress has the Canada Revenue Agency achieved?

With that in mind, would the Government of Canada provide the following:

1. How many Canadians (individuals or companies/corporations) have been identified in the Panama Papers?
2. Of those Canadians (individuals or companies/corporations) identified, how many of them are being, or have been reviewed by the Canada Revenue Agency since the release of the Panama Papers?
3. How many audits have been undertaken against these Canadians by the Canada Revenue Agency?
 - (a) How many reassessments or related compliance actions have been undertaken?
4. How many audits have been closed?
5. How many audits are still ongoing?
6. 1. How many identified Canadians have availed themselves of the *Voluntary Disclosure Program* with the Canada Revenue Agency?
7. How many identified Canadians have settled with the Canada Revenue Agency?
8. How much money, including unpaid taxes, fines, etc., has the Canada Revenue Agency assessed as a result of investigating these cases?
9. Regarding Question 7, what is the breakdown of the money assessed from these cases, specifically:
 - (a) in unpaid taxes;
 - (b) in interest;
 - (c) in fines; and
 - (d) in penalties?
10. How much of the money has been collected?

N° 116.**Par l'honorable sénateur Downe :**

Le 12 décembre 2018—En ce qui concerne l'évasion fiscale à l'étranger :

Le 3 avril 2016, les « Panama Papers » ont été divulgués, y compris le nom de plus de 600 Canadiens. En réponse, l'Agence du revenu du Canada s'est engagée à « lutter contre le recours abusif aux administrations étrangères et à protéger l'intégrité du régime fiscal canadien », et à continuer « d'effectuer des vérifications concernant l'évasion fiscale à l'étranger, notamment en ce qui concerne certains clients canadiens » nommés dans les « Panama Papers ».

Après plus de deux ans, quels progrès l'Agence du revenu du Canada a-t-elle réalisés?

Dans cette optique, le gouvernement du Canada pourrait-il fournir l'information suivante :

1. Combien de Canadiens (particuliers ou entreprises/sociétés) ont été identifiés dans les « Panama Papers »?
2. De ces Canadiens (particuliers ou entreprises/sociétés) identifiés, combien font ou ont fait l'objet d'un examen par l'Agence du revenu du Canada depuis la publication des « Panama Papers »?
3. Combien de vérifications ont été effectuées en ce qui concerne ces Canadiens par l'Agence du revenu du Canada?
 - a) Combien de nouvelles cotisations ou de mesures d'observation connexes ont été entreprises?
4. Combien de vérifications sont terminées?
5. Combien de vérifications sont toujours en cours?
6. Parmi les Canadiens identifiés, combien se sont prévalus du *Programme de divulgation volontaire* de l'Agence du revenu du Canada?
7. Parmi les Canadiens identifiés, combien ont réglé leur dû auprès de l'Agence du revenu du Canada?
8. À combien s'élève le montant estimé par l'Agence du revenu de Canada, y compris notamment les amendes et les impôts impayés, par suite de l'enquête sur ces comptes bancaires?
9. En ce qui concerne la question 7, quelle est la répartition des fonds estimés pour ces comptes bancaires, plus précisément :
 - a) en impôts impayés;
 - b) en intérêts;
 - c) en amendes;
 - d) en pénalités?
10. Combien d'argent a-t-on perçu?

11. How many of these cases are under appeal?
12. How many cases remain open?
13. How many of the cases have been closed, i.e. the full amount of taxes, interest, fines and penalties have been collected?
14. How many tax evasion charges have been laid?

No. 117.**By the Honourable Senator Boisvenu:**

December 13, 2018—How many inmates incarcerated for the first time in a federal institution had served a criminal sentence of less than two years in a provincial institution beforehand?

No. 118.**By the Honourable Senator Boisvenu:**

December 13, 2018—Regarding the Royal Canadian Mounted Police's (RCMP) National Forensic Laboratory Services:

How many requests for analysis were submitted, per type of analysis, for each of the following years: 2015, 2016, 2017 and 2018?

What was the budget allocated to the RCMP's National Forensic Laboratory Services for each of the following years: 2015, 2016, 2017 and 2018?

For each of the following years, 2015, 2016, 2017 and 2018, how many staff worked in the RCMP's National Forensic Laboratory Services?

What were the processing times, in days, at the RCMP's National Forensic Laboratory Services for each of the following years, 2015, 2016, 2017 and 2018, by type of analysis requested?

11. Combien de ces causes sont en appel?
12. Combien y a-t-il d'affaires en cours?
13. Combien de dossiers ont été clos (c.-à-d. où les impôts, les intérêts, les amendes et les peines ont été payés en entier)?
14. Combien d'accusations de fraude fiscale ont été portées?

N° 117.**Par l'honorable sénateur Boisvenu :**

Le 13 décembre 2018—Combien de détenus incarcérés pour une première fois dans un établissement fédéral ont auparavant reçu une sentence criminelle de moins de deux ans purgée dans un établissement provincial?

N° 118.**Par l'honorable sénateur Boisvenu :**

Le 13 décembre 2018—En ce qui concerne les Services nationaux de laboratoire judiciaire de la Gendarmerie royale du Canada :

Combien de demandes d'analyse ont été soumises, par type d'analyse, pour chacune des années suivantes: 2015, 2016, 2017 et 2018?

Quel a été le budget alloué aux Services nationaux de laboratoire judiciaire de la GRC pour chacune des années suivantes: 2015, 2016, 2017 et 2018?

Pour chacune des années 2015, 2016, 2017 et 2018 de combien de personnel a disposé les Services nationaux de laboratoire judiciaire de la GRC?

Quels ont été les délais de traitement en nombre de jours aux Services nationaux de laboratoire judiciaire de la GRC pour chacune des années 2015, 2016, 2017 et 2018, et ce, par type d'analyse?